

# *l'Anti*capitaliste

n°510 | 20 février 2020 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)



POUVOIR FRAGILISÉ

restons

DÉTERMINÉ·E·S  
MOBILISÉ·E·S

## Dossier

«BAISSE DU CHÔMAGE»  
ET DÉGRADATION DES  
CONDITIONS DE TRAVAIL

Pages 6 et 7

## ÉDITO

Griveaux, Buzyn et les autres:  
un spectacle pitoyable  
Page 2

## PREMIER PLAN

Retraites: la valeur du point et  
les tripatouillages de Macron  
et de sa bande Page 2



## ACTU INTERNATIONALE

Allemagne. Séisme politique:  
aux classes populaires de préparer  
les répliques! Page 5

## LIBRE EXPRESSION

*L'Anticapitaliste* hebdo: après plus  
de 500 numéros, on continue... et  
on fait appel à vous! Page 12



Par HENRI WILNO

### Griveaux, Buzyn et les autres : un spectacle pitoyable

Le petit théâtre macronien continue sur sa lancée et, de temps en temps, une marionnette dégage ou change de personnage. Griveaux est le dernier en date. Même si les procédés qui ont abouti à son départ sont condamnables, il n'est pas question de se joindre au chœur des pleureurs et des pleureuses. Griveaux était passé du PS (tendance Strauss-Kahn) à Macron, et était devenu un des plus zélés porte-parole du candidat puis du président. Son zèle pour défendre l'Élysée dans l'affaire Benalla et son énergie pour dégommer ses rivaux lui avaient valu d'être désigné comme candidat du parti présidentiel à la mairie de Paris et le « boss » était intervenu lui-même pour faire pression sur Villani afin qu'il renonce.

Buzyn a donc pris le relais. On ne saurait mieux montrer le mépris de la bande à Macron pour les problèmes de la population. L'hôpital public est en crise et les personnels hospitaliers sont en grève depuis des mois. L'épidémie liée au coronavirus est susceptible de rebondissements. Et c'est à ce moment que l'on exfiltre la ministre de la Santé (qui suit également le dossier des retraites) pour qu'elle aille pallier les conséquences des turpitudes de Griveaux. Et arrive un autre macronien de choc au ministère de la Santé, Olivier Véran. Lui aussi d'ailleurs vient du PS. Et dès le premier jour, il annonce sans rire le lancement d'une « enquête nationale » qui concernerait l'ensemble des hospitalierEs pour « tenter de saisir en détail le sens de leur engagement auprès du public et les raisons du mal-être qu'ils nous disent depuis un certain nombre d'années désormais ». Il lui suffirait pourtant de lire et d'écouter ce que disent les personnels en lutte!

Tous ces personnages illustrent, à la fois, le mépris du pouvoir pour ce qui n'appartient pas au cercle restreint du patronat et des très hauts fonctionnaires, et sa fragilité. Macron se sait minoritaire – alors, pour détourner l'attention, quoi de mieux qu'une petite tournée en régions avec un nouveau discours sur le « communautarisme », le « séparatisme musulman » ? Alors que le séparatisme essentiel dans ce pays est celui des riches dont Macron est la créature. Alors que, notamment à la RATP, les agentEs, quelle que soit la couleur de leur peau ou leur religion, se battent ensemble sur les mêmes revendications.

Pour déjouer ces manœuvres, pour mettre fin à ce spectacle pitoyable, il va falloir pousser fort et d'abord faire ravalier à ce pouvoir sa réforme des retraites. La victoire reste possible dans le nouveau round qui s'annonce.

## BIEN DIT

La communauté universitaire est sortie désabusée des dernières batailles qu'elle a menées mais si le gouvernement pense pouvoir en tirer avantage il se trompe car les universitaires n'ont pas pour autant renoncé à se faire entendre tant des évolutions aux conséquences irréversibles leur paraissent imminentes.

Texte collectif, liberation.fr, 12 février 2020.

# À la Une

FACE À UN POUVOIR FRAGILISÉ

## DéterminéEs, mobiliséEs

Ce début de semaine est marqué par l'ouverture du débat parlementaire sur le projet de loi sur les retraites. Pluie d'amendements et cris d'orfraie de la majorité devant « l'obstruction parlementaire », le théâtre peut commencer... Mais l'essentiel est ailleurs. Dans le contexte d'une fragilisation du pouvoir dont l'épisode Griveaux marque une nouvelle étape, la mobilisation – dans la rue et par la grève – reprend quelques forces, avec une nouvelle journée nationale ce jeudi 20 février.

On ne reviendra pas d'ici sur les conditions du départ de Griveaux. Tout au plus pourra-t-on souligner la dénonciation à géométrie variable du « scandale », de la « violence » dont l'ex-candidat à la mairie de Paris aurait fait l'objet, de la part de celles et ceux qui – politiciens, soutiens médiatiques, intellectuels et autres – sont restés totalement silencieux depuis un an et demi face aux violences, y compris physiques, subies par touTEs les opposantEs à ce pouvoir...

### Griveaux puis Macron : et hop tout ça à la poubelle !

Mais si Griveaux a dû faire ses valises du jour au lendemain et Buzyn le remplacer au pied levé comme candidate (faisant le lendemain le contraire de ce qu'elle affirmait la veille), c'est que la situation du côté de Macron et de ses soutiens est de plus en plus tendue. Au-delà de la campagne électorale parisienne qui résume à elle seule beaucoup du macronisme – ambitions personnelles, coups de com sur fond de politique libérale autoritaire et divisions fratricides –, c'est bien le pouvoir qui est ébranlé. « Affaires » multiples, démissions de parlementaires, départs de ministres, listes dissidentes dans un tiers des villes, cotes de popularité en berne, les symptômes sont nombreux... Mais l'explication de cette fragilisation reste la contestation tous azimuts de sa politique : l'opposition dans la rue (avec les Gilets jaunes), la longue séquence de grève (en particulier dans les transports), malgré une propagande, en faveur de sa contre-réforme des retraites, qui n'a jamais pris...

LES LARMES DE CROCODILE POUR BENJAMIN GRIVEAUX



### L'heure est à la contestation

C'est dans ce contexte que se développent des mobilisations sectorielles. En premier lieu avec le retour sur le pavé des salariéEs de la santé, sûrement soulagés du départ d'Agnès Buzyn vers une carrière d'authentique politicienne, mais avec la nomination d'Olivier Véran qui révèle une dangereuse continuité. Car le nouveau ministre de la Santé est surtout connu pour s'être attaqué frontalement à la Sécurité sociale en juillet 2018, voulant tout simplement supprimer sa mention dans le cadre de la réforme de la Constitution... Tout un programme ! Aussi, celles et ceux qui, au lendemain de la mort horrible d'une infirmière psychiatrique au centre hospitalier de Thouars,

ont manifesté vendredi dernier par milliers dans différentes villes pour défendre le service public de santé, ont bien raison. Plus inhabituel, le lendemain, à l'appel de différents syndicats, les saisonnierEs de plus de 60 stations de ski, par la grève, en s'adressant aussi aux touristes venus dévaler les pistes, se sont mobilisés pour manifester contre les attaques sur les retraites et l'assurance chômage. La réforme de cette dernière (dont le premier volet est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre dernier) va en effet avoir des conséquences dévastatrices pour une catégorie déjà précarisée : c'est en effet désormais six mois de travail sur 24 mois qui seront nécessaires pour ouvrir des droits (au lieu de quatre sur 28 mois). Fort avec les

plus faibles, la marque de fabrique de ce gouvernement...

### Construire la mobilisation générale, relancer la grève

Démarré il y a plus de deux mois, le mouvement contre le projet de loi sur les retraites reprend son souffle, à la faveur notamment des vacances scolaires. La première séquence, celle de la grève reconductible dans les transports, est terminée depuis quelques semaines et la mobilisation cherche de nouvelles perspectives. Après l'ouverture du débat parlementaire, la nouvelle journée de grève nationale interprofessionnelle ce jeudi 20 février et la construction de la grève des femmes le 8 mars sont des échéances importantes pour construire la mobilisation générale dont nous avons besoin pour gagner. Ces prochains jours, dans les services et les entreprises, dans les syndicats, sur nos lieux de travail et d'études, dans les quartiers, il faut donc mener la bataille pour construire l'unité d'action, pour avancer vers une grève de masse. Pour rassembler toutes les forces opposées à la réforme issues de la gauche sociale et politique et des Gilets jaunes, toutes celles et ceux qui veulent en finir avec Macron et son monde, le NPA a proposé l'organisation d'une manifestation nationale à Paris en direction des lieux de pouvoir. C'est aussi dans cette même dynamique, en indépendance totale de la gestion du système au sein des institutions, que les militantEs du NPA seront présentEs dans les prochaines élections municipales aux côtés des acteurEs des luttes. Le mouvement est loin d'être fini, notre camp social n'a pas dit son dernier mot.

Manu Bichindaritz

## RETRAITES

# La valeur du point et les tripatouillages de Macron et de sa bande

Le pouvoir veut imposer à tout prix les retraites par points. Des politiciens et des médias soulignent l'amateurisme et l'incompétence du gouvernement. Certes, mais cela ne doit pas cacher l'objectif de cette contre-réforme, énoncé en 2016 par Fillon devant des patrons : « Le système par points, en réalité, ça permet de baisser chaque année la valeur des points et donc de diminuer le niveau des pensions ».

Jusqu'en 1993, les retraites étaient calculées, dans le privé, sur la base des 10 meilleurs salaires de la vie professionnelle. La prise en compte des 25 meilleures années a eu pour conséquence une baisse du taux de remplacement (le rapport entre le dernier salaire et le montant du 1<sup>er</sup> mois de

pension). Le gouvernement veut accentuer cette attaque en remplaçant le système en annuités par un régime dit universel et par points, qui prendrait en compte la totalité de la vie active. Cela fera à nouveau baisser les pensions, puisque les périodes des salaires les plus bas de la carrière seront intégrées au

calcul. Les précaires et les femmes qui ont des carrières hachées par le chômage, les temps partiels, seront particulièrement impactés.

### Un système complexe et opaque

Le gouvernement se vante de la transparence du système, alors

qu'il y aura trois valeurs du point distinctes !

– La valeur d'acquisition : 10 euros cotisés rapporteraient 1 point.

– La valeur de service, c'est la valeur de chaque point au moment de la liquidation de la retraite : 1 point vaudrait 0,55 euro.

– La valeur du point après l'application d'un « coefficient de conversion » pour la compensation des périodes de chômage, de maternité, de maladie et de la pénibilité... On ne connaît pas son montant, sauf pour les enfants (5 % par même). Il tiendra aussi compte du bonus de points accordés pour les départs

# Un monde à changer

## PSYCHIATRIE: DOULEUR ET COLÈRE APRÈS LA MORT D'ÉLODIE

Le 13 février, Élodie, infirmière en psychiatrie au Centre hospitalier de Thouars (près de Niort), a été frappée à l'arme blanche par un patient voulant semble-t-il quitter l'établissement. Elle est décédée de ses blessures au CHU de Poitiers.

À la veille de la journée de mobilisation des hôpitaux, ce drame, dont ni le monde politique ni les médias ne se sont beaucoup émus, est fortement entré en résonance avec la souffrance et la colère des professionnels de la psychiatrie, parent pauvre et délaissé d'un hôpital en pleine crise. Des minutes de silence en mémoire d'Élodie ont été observées lors des rassemblements du 14 février.

Si le moment est au recueillement et à la solidarité avec la famille et les collègues d'Élodie, il est aussi à la colère face à la manière dont sont traités celles et ceux qui souffrent psychiquement et celles et ceux qui tentent d'en prendre soin.

Il y a 15 ans, à l'hôpital psychiatrique de Pau, une infirmière et une aide-soignante étaient assassinées par un jeune patient. Déjà, à l'époque, le monde de la psychiatrie avait dit sa colère et crié

« Plus jamais ça », mais les seules réponses apportées depuis par les gouvernements successifs ont été des réponses sécuritaires. Une stigmatisation des personnes schizophrènes, présentées comme des meurtriers potentiels a été orchestrée, faisant resurgir de vieilles peurs. Des lois répressives ont été votées.

Les seuls nouveaux crédits accordés à la psychiatrie l'ont été pour embaucher des vigiles, renforcer les dispositifs de contrôle et de surveillance, créer des unités carcérales pour malades dits « difficiles », tandis que les moyens d'accueillir humainement les personnes en souffrance, de prévenir les situations de crise et de prendre soin d'elles n'ont cessé de s'étioler sous les coups d'une gestion d'entreprise de l'hôpital, et des coupes sombres dans les budgets.

Le résultat est la montée de la maltraitance institutionnelle, tant pour les soignantEs que pour les soignéEs, une maltraitance qui renforce la violence et parfois débouche sur le drame.

Rendre hommage à Élodie, c'est aussi transformer notre peine et notre colère en actes, pour que ce qui n'est pas supportable ne soit plus supporté.

## RETRAITES **AvocatEs en grève illimitée**

*La grève prend aussi là où on ne l'attendait pas. Les avocatEs étant pour l'essentiel des membres d'une profession libérale (en 2016, seuls 4,7% des avocatEs en région parisienne étaient salariéEs, situation spécifique aux très gros cabinets et aux débutantEs dans la profession), on ne pense pas forcément à elles et eux lorsqu'on évoque un mouvement de grève. Or, la vague de grèves actuelle touche la profession dans une très large mesure.*

**D**ébuté le 6 janvier 2020, le mouvement d'arrêt de travail ne semble pas près de s'éteindre. Pour les avocatEs, il s'agit de refuser une attaque qui les vise de manière spécifique puisque la profession dispose jusqu'ici de sa propre caisse de retraite qui repose sur la répartition entre ses membres. Or, en raison de la composition sociologique de la catégorie professionnelle, le fonctionnement de cette caisse est relativement favorable. Le nombre d'avocatEs ayant eu tendance à augmenter, surtout durant les dernières décennies, alors qu'il était plutôt réduit dans les années 1970 voire 1980, actuellement il y a une retraite pour quatre actifs, ce qui constitue un taux nettement plus « favorable » que pour l'ensemble de la population active.

Aujourd'hui, la caisse (CNBF) garantit une retraite à taux plein forfaitaire, indépendamment du niveau de revenu pendant l'exercice professionnel, pour les avocatEs ayant eu une carrière complète – entre 160 et 172 trimestres selon l'année de naissance, à partir de 60 à 62 ans – ou ayant atteint un âge de 65 à 67 ans selon l'année de naissance. La retraite à taux plein correspond

à un montant garanti de 1400 euros par mois. Les inégalités de revenus sont ainsi en partie gommées à l'âge de la retraite.

### Baisse des pensions, hausse des cotisations

Selon les plans du gouvernement, la retraite garantie passerait de 1400 à 1000 euros, et le taux de cotisation retraite (pour les avocatEs dont le revenu annuel personnel ne dépasse pas 40 000 euros) de 14% à 28%, soit un doublement.

Depuis le 6 janvier, le Conseil national des barreaux (CNB) appelle les avocatEs à la grève illimitée, tout en menant des discussions avec le gouvernement, ce dernier n'ayant jusqu'ici rien cédé de substantiel : la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, promettant à la profession de compenser l'augmentation de la cotisation pour la retraite par la baisse d'autres cotisations (mais avec quelles conséquences pour, par exemple, la caisse d'assurance-maladie?). Ce qui n'est pas considéré comme acceptable...

Certes, les professionnelEs participant ou soutenant le mouvement actuel ont sans doute des motivations diverses, allant d'une sensibilité sociale et plus ou moins de

gauche jusqu'à – pour d'autres – des préoccupations plus libérales, certainEs étant avant tout attachés à l'existence d'une caisse autonome. Les avocatEs les plus engagés dans le mouvement sont cependant très souvent aussi ceux et celles qui défendent les plus démunis, qui acceptent l'aide juridictionnelle... et qui risquent de ne plus pouvoir l'accepter, au vu du déséquilibre financier que la « réforme » créera pour leurs cabinets.

Ce n'est ainsi pas un hasard si les avocatEs de la Seine-Saint-Denis, qui ont (entre autres) tenté d'occuper physiquement les locaux du tribunal de grande instance, apportant sacs de couchage et tentes, avant d'être virés par la police, sont particulièrement engagés dans le mouvement.

### Actions multiples

Au cours de la première semaine de grève en janvier, des avocatEs ont jeté leur robe aux pieds de la ministre Belloubet, un geste qui a été largement relayé par les médias, avant d'inspirer d'autres grévistes. Parmi les autres actions, on peut aussi citer la décision du barreau de Rennes de formuler – bénévolement et gratuitement – des demandes de mise en liberté individuelles motivées pour

l'ensemble des personnes enfermées au Centre de rétention administrative (CRA) local. Ce qui a obligé le JLD (juge des libertés et de la détention) à statuer, sous 24 heures et par décision motivée, sur des dizaines de demandes.

À Paris, au cours d'une assemblée générale qui s'est tenue le mardi 11 février, imposée par la base à l'ordre des avocatEs, un élargissement des modes d'action a été adopté. Ainsi vont se multiplier les demandes d'accès aux données personnelles enregistrées par le ministère de la Justice, envoyées par des milliers d'avocatEs – ce qui risque de l'occuper un peu –, ainsi que les recours en indemnisation contre l'État pour durée abusive de certaines procédures (par exemple en matière prud'homale...). Le mouvement est loin d'être terminé. Plusieurs centaines d'avocatEs, en partie en robe, ont aussi participé à des manifestations interprofessionnelles, alors que plusieurs milliers ont rejoint une manifestation d'avocats (et autres professions libérales) le 3 février. Il sera sans doute souhaitable de renforcer encore le volet de solidarité interprofessionnelle.

**Bertold du Ryon**

## Le chiffre

# 1 430 milliards

*C'est en dollars le montant total, à l'échelle mondiale, des dividendes versées aux actionnaires pour l'année 2019, selon un rapport de la société de gestion Janus Henderson. Un chiffre record, qui confirme, une fois de plus, que ce n'est pas la crise pour tout le monde, et que de l'argent, il y en a.*



## Agenda

**Jeudi 20 février, manifestation contre la réforme des retraites.**

À Paris, 13 h 30 à Montparnasse.

**Jeudi 21 février, Retraite aux flambeaux, Les Lilas-Bagnolet.** RDV à

18 h 30 place Nelson-Mandela à Bagnolet et place de la Mairie des Lilas pour une arrivée commune place de la Mairie de Bagnolet.

**Samedi 22 février, manifestation des Gilets jaunes Acte 67.**

**Dimanche 23 février, concert de soutien à la caisse de grève éducation du 1<sup>er</sup> degré, Paris 20<sup>e</sup>.**

Avec Stygmate et Guerilla Poubelle. À 18 h, à la CNT, 33 rue des Vignoles, M<sup>o</sup> Avron ou Buzenval.

**À SUIVRE SUR**  
**www.npa2009.org**

## NO COMMENT

*Je serai celle qui se placera entre la balle et le Président s'il le faut.*

MARLÈNE SCHIAPPA, *le Figaro*, 9 février 2020.

après l'âge pivot, ou d'un malus pour ceux qui pourraient partir plus tôt (plus ou moins 5% par an).

Pour connaître le montant de sa retraite lors de sa liquidation, il faudra donc multiplier le nombre de points acquis par sa valeur après la prise en compte du coefficient de conversion. Il ne sera plus possible de connaître le montant de sa pension avant la retraite, et chaque année, faute de connaître la nouvelle valeur du point.

### L'indexation: le bon point se métamorphose en mauvais point!

« L'indexation progressive » des pensions devait se faire non plus sur l'inflation mais sur les salaires qui progressent plus vite que les prix. « Une règle d'or » avait annoncé Édouard Philippe. Mais l'or s'est transformé en plomb, l'indexation de la valeur

du point se fera selon un nouvel indicateur, selon « l'évolution du revenu moyen par tête »... qui reste à construire (voir notre article page 8). On peut s'attendre à tous les bidouillages car les revenus, entre les professions libérales, les agriculteurEs, les salariéEs, par exemple, sont très divers. Ceux du capital sont d'ores et déjà exclus. En guise de règle d'or, seul le dogme gouvernemental est maintenu : les dépenses de retraite doivent être limitées dans un 1<sup>er</sup> temps à 14% du PIB et ensuite, selon l'étude d'impact annexé au projet de loi elles devraient baisser à 13,8% du PIB en 2040 et à 12,9% en 2050. Pour contenir les dépenses dans le cadre de cette part du PIB réduite et pour satisfaire le patronat qui refuse l'augmentation de la part patronale des cotisations, l'âge « d'équilibre » servirait de variable d'ajustement et serait donc augmenté à plusieurs reprises.

### Sus aux précaires

Après des annonces contradictoires, il a été dit que les modalités d'attribution des points de compensation des périodes sans emploi seront définies avec la « refonte des minimas sociaux » et la création du « revenu universel d'activité ». On sait jusqu'à présent que les points de compensation des périodes de chômage seront versés sur la base des indemnités de chômage, bien inférieures aux salaires antérieurs à la période chômée, et que ces points seront financés par « la solidarité nationale » c'est-à-dire l'impôt. Ce serait donc une aide sociale... qui selon Macron « coûte un pognon de dingue ». Ça craint donc !

### Le pilotage automatique

Selon le projet de loi « la valeur du point sera fixée par les partenaires sociaux dans le cadre de la gouvernance du système universel » qui

serait « paritaire avec des représentants des employeurs et des salariés du privé et du public et des travailleurs indépendants » sous le contrôle du Parlement et avec obligation de respecter l'équilibre financier du système sur une période de cinq ans. Mais, depuis, le Premier ministre a confirmé que « le pilotage sera automatique ». La loi devra préciser les mécanismes afin que les paramètres : âge légal de départ, âge d'équilibre, valeur du point... s'ajustent en fonction des évolutions économiques (croissance, chômage, inflation, taux d'intérêt...) et démographiques (espérance de vie, ratio retraités/actifs, etc.).

Face à tous ces tripatouillages et aux dangers de la contre-réforme, plus que jamais la lutte pour le retrait s'impose !

**S. Bernard**

1 – Chiffres issus du rapport Delevoeye.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaire de rédaction :**  
Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## «AFFAIRE» GRIVEAUX Leur empathie et la nôtre

Benjamin Griveaux a donc jeté l'éponge dans la course à la mairie de Paris, dans laquelle il était largement distancé, dans les sondages, par Anne Hidalgo et Rachida Dati, entre autres en raison de la candidature dissidente de Cédric Villani. Un renoncement qui s'est certes fait dans des circonstances particulières, suite à la publication de messages et d'images relevant du domaine privé, un procédé pour le moins sordide, mais qui participe néanmoins d'une dynamique plus large de déstabilisation et de fragilisation du pouvoir.

Jusqu'à preuve du contraire, Benjamin Griveaux n'a, dans «l'affaire» qui a précipité sa chute, rien commis d'illégal ou de répréhensible, dans la mesure où la personne destinataire de ses messages, photos et vidéos aurait été, selon l'homme qui les a mises en ligne, Piotr Pavlenski, consentante<sup>1</sup>. C'est d'ailleurs l'une des raisons qui ont fait que *Mediapart*, contacté en début de semaine par Pavlenski, a refusé de publier les «informations» de ce dernier : « Ces messages et ces vidéos ne sont rien d'autre qu'une atteinte manifeste à la vie privée, ou de la pomodivulgarisation (le terme officiel pour "revue porn"). [...] Et cela n'a absolument rien à voir avec les enquêtes que *Mediapart* a publiées depuis bientôt dix ans sur les violences sexistes et sexuelles, ou sur les comportements jugés inappropriés de personnes en position de pouvoir. »<sup>2</sup> Un point de vue que nous ne pouvons que partager.

### Nous ne verserons pas une larme

Rien de politique donc, et rien de très reluisant, dans la révélation de ces vidéos et photos. Mais le moins que l'on puisse dire est que l'on a du mal à éprouver de l'empathie pour le candidat d'une majorité présidentielle qui joue à fond la carte de la «peopolisation», en faisant de la vie privée un argument de vente politique, et qui, surtout, mène depuis plus de deux ans et demi une politique détruisant nos droits, nos libertés, nos vies. Que le procédé consistant à rendre publiques des images privées soit dégueulasse ne rend pas Griveaux sympathique, et nous ne mêlerons pas nos voix à ceux qui proclament leur «soutien» ou leur «solidarité» avec le représentant d'un pouvoir qui insulte chaque jour les salariéEs et les chômeurs, qui détruit méticuleusement les services publics, qui brise des vies par ses contre-réformes ultralibérales, qui veut nous faire travailler jusqu'à la mort, qui blesse, qui mutilé, qui soutient les flics tueurs, qui persiste dans une politique climaticide, qui participe à des sales guerres, qui vend des armes à des dictatures... la liste n'est pas exhaustive.

La dénonciation de ces moeurs supposément dissolues des responsables politiques, aussi détestables soient ces derniers, ne fait pas partie de nos méthodes, et l'histoire nous enseigne qu'elle n'a jamais servi, bien au contraire, les projets émancipateurs. Mais nous ne verserons pas de larmes de crocodile sur le «destin tragique» de Griveaux et, même si nous aurions préféré que son départ se fasse dans d'autres conditions, difficile de se retenir de penser : «Un de moins!» La Macronie demeure certes arrogante, mais le temps des certitudes semble, pour certains, révolu, comme l'a concédé à mots à peine couverts un élu LREM : «S'il [Griveaux] avait été à 32% dans les sondages, il aurait peut-être pu tenter de retourner l'opinion. Vu ce que les gens pensent déjà de lui, c'était la naufrage assuré. La décision de partir était inéluctable.»<sup>3</sup> D'autres paniquaient déjà à l'idée que la campagne municipale de LREM, à Paris comme au niveau national, soit encore plus agitée qu'elle ne l'est déjà. Un encouragement à poursuivre, sur le terrain politique et social, nos combats, en premier lieu pour les retraites, et à continuer d'aller pourrir les apparitions publiques des petits soldats de la Macronie qui, sous leurs airs arrogants, n'arrivent pas à reprendre la main et, petit à petit, perdent pied.

**Julien Salingue**

1 - Lire Lénaïg Bredoux et Ellen Salvi, «Benjamin Griveaux, les vidéos et *Mediapart*», *Mediapart*, 14 février 2020.

2 - *Idem*.

3 - Manuel Jardinaud et Ellen Salvi, «Benjamin Griveaux renonce à sa candidature à la mairie de Paris», *Mediapart*, 14 février 2020.

## ÉCOLOGIE Macron, champion et bouffon!

Que retenir de la virée de Macron à Chamonix, à gravir les pentes déneigées du Mont Blanc, à contempler la mer de glace qui ne cesse de fondre?

Un grand déballage coûteux où, devant un parterre de centaines d'invités, Macron a claironné que le gouvernement avait amorcé un grand virage vert. Faute du poids de mesures concrètes et d'engagements véritables, il va vite partir dans le décor. Justement, le décor, le grand cirque médiatique, c'est là où le champion de la communication et de l'inefficacité est à la hauteur du bouffon de l'écologie qu'il est.

### Des cimes sans neige au retour dans la vallée polluée

Le bilan écologique de Macron est minable. Malgré les annonces, son gouvernement reste marqué par la stagnation voire le recul face à l'urgence de la crise climatique et de la biodiversité. La sortie des pesticides a été repoussée. La rénovation énergétique des bâtiments est en retard. La loi agriculture et alimentation a exclu tout recul de la maltraitance des animaux et a entériné les élevages en batterie. Macron a offert des cadeaux aux chasseurs et autorisé des tirs d'espèces en mauvais état de conservation (tourterelles des bois). Le gouvernement a plafonné les énergies renouvelables à 17% (50% en Allemagne), a poursuivi

le désastre industriel et financier de l'EPR de Flamanville, a maintenu les 11 centrales à charbon en fonctionnement (11 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an) et prolongé celle de Cordermais jusqu'en 2026. Il a soutenu les importations d'huile de palme par Total. Il a reporté l'interdiction des plastiques à usage unique à 2040. Il a refusé de taxer le kérosène et n'empêche pas l'extension des aéroports (terminal T4 à Roissy). L'artificialisation des terres, en particulier des terres agricoles, les grands projets inutiles sont poursuivis : les autoroutes à proximité de Rouen et de Strasbourg, celle reliant Toulouse à Castres, l'autoroute du Chablais en Haute-Savoie, région qui souffre

déjà d'une pollution atmosphérique record, la construction d'entrepôts pour Amazon et du port de Port-la-Nouvelle...

### La protection de la biodiversité attendra

À Chamonix, Macron a lancé la création de l'Office national de la biodiversité, fusion de l'ancienne Agence française pour la biodiversité et de l'Office national de la chasse. Un cadeau supplémentaire fait aux chasseurs promus au rang d'experts en matière de défense des espèces animales. Une nouvelle structure donc, mais avec un budget réduit. De plus, Macron demande à l'Office national des forêts (ONF), en voie de privatisation, de miser davantage sur

la productivité plutôt que sur l'équilibre des écosystèmes des forêts. Ce n'est pas la création de quatre zones naturelles nouvelles « faiblement protégées » qui arrangeront le tableau.

### Et pendant que Macron fait le bouffon...

... la température monte. Janvier 2020 a été le plus chaud jamais enregistré. Pour rester en deçà des 1,5°C d'augmentation de la température, les pays développés doivent réduire leurs émissions d'au moins 65%. Or, en 2018, la France a émis 445 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, comme en 2015. Aucune amélioration. Pire, la France de Macron a même revu à la baisse les engagements sur le climat pris à la COP21 de Paris, et n'a toujours pas remis son plan en matière d'énergie et de climat... Que vont représenter les amendes de 135 euros contre les sagouins qui laissent leurs déchets au Mont Blanc, l'utilisation du papier toilettes recyclé à l'Élysée ou la prime au co-voiturage dans la lutte contre la crise écologique majeure?

### Une seule solution

L'urgence de la crise écologique impose de sortir vite du système de production et de consommation actuel. Les peuples du monde, les jeunes en grève scolaire, les combattantEs des politiques libérales ont ouvert la voie. «C'est tous et toutes ensemble qu'il faut lutter, c'est toutes et toutes ensemble qu'on va gagner». En attendant de crier ce slogan, à la prochaine marche mondiale pour le climat du 16 mai, réussissons celles des 13 et 14 mars : tous et toutes dans la rue!

**Commission nationale écologie**

## SANTÉ Buzyn s'en va, la mobilisation des hôpitaux se poursuit

En France le « désert médical » n'en finit pas de s'étendre. En 2018, près de 3,8 millions de personnes vivaient dans une zone en manque de médecins généralistes, soit 5,7% de la population, contre 2,5 millions, 3,8% de la population, quatre ans plus tôt.

Ce sont donc près de 1,3 million de personnes supplémentaires qui ont rencontré des difficultés d'accès aux soins, y compris en Île-de-France où le Planning familial dénonce des difficultés majeures d'accès au droit à l'IVG. Pour répondre aux besoins sanitaires de la population, il ne reste que l'hôpital, qui subit depuis de nombreuses années des attaques conduites par les gouvernements successifs animés par une logique comptable violente envers les services publics. Aujourd'hui, le système hospitalier est à l'os et tous les personnels se lèvent pour le défendre.

### Mobilisation partout en France

Le 14 février, ils et elles sont descendus dans la rue, partout en France, par milliers à Paris, une centaine à Tarbes, 1000 à Lyon, 200 à Bordeaux, en interpro, accompagnés de Gilets jaunes. À Tours, 500 manifestantEs, 400 à Chinon, ont défilé en intersyndicale interprofessionnelle. Concarneau avait été choisi comme l'un des sites de la mobilisation départementale dans



le Finistère. Son hôpital est en effet en train de devenir le modèle de «l'hôpital local» voulu par la loi santé d'Agnès Buzyn, qui vient d'annoncer son départ, en pleine crise, pour briguer la mairie de Paris. La chirurgie et la maternité y sont fermées depuis longtemps, les urgences n'y fonctionnent plus que de jour et leur fermeture complète pourrait intervenir après les municipales et la saison estivale. Pour des soins hospitaliers, il faut se rendre à Quimper, à 30 km. À

Toulouse, plus de 200 soignantEs ont réussi à atteindre le centre ville en scandant « On est là, on est là pour l'honneur des infirmières, pour nos collègues en galère, même si Macron ne veut pas, nous on est là ». Dans le hall d'accueil du CHU de Rouen, les professionnelEs de l'hôpital public ont organisé une action symbolique en jetant leurs blouses. Au Havre, débrayage et diéin pour dénoncer les suppressions de postes et la mise en danger des bébés... À Brest, les manifestantEs ont notamment marqué leur soutien à un représentant régional de l'inter-urgence qui passait en conseil de discipline. À l'EPSM de Caen, mobilisation unitaire de près de 300 agentEs pour dénoncer le projet de la direction de supprimer 50 lits. En Auvergne aussi, la contestation a essaimé. Il serait vain de tenter de recenser toutes les initiatives de ce 14 février, tant elles ont été nombreuses sur l'ensemble du territoire. Et touTEs ont eu une pensée pour cette infirmière en psychiatrie assassinée par un patient, la veille de la Saint-Valentin, faute de moyens adaptés à une prise en charge de qualité.

### Augmenter la pression sur le gouvernement

Ces initiatives témoignent de la vivacité de la contestation qu'aujourd'hui le Collectif inter-hôpitaux et l'intersyndicale nationale ont le devoir de coordonner dans une perspective de mobilisation nationale, qui impose à ce gouvernement l'ouverture de négociations sur les revendications portées depuis presque un an par la communauté hospitalière. Leur lettre ouverte, récemment adressée au Premier ministre, préoccupé par son fief municipal, restera très certainement sans réponse et ne donnera pas un coup d'arrêt aux manœuvres du ministère de la Santé qui tente de diviser le mouvement en attribuant diverses primes catégorielles, tout en maintenant le gel des salaires, et un peu de gouvernance au corps médical, mais rien qui, à ce jour, permettra à l'hôpital public et à celles et ceux qui le font vivre, de sortir la tête de l'eau.

Enfin, faut-il le rappeler, 70% des hospitalierEs sont des femmes et touTEs sont concernéEs par la réforme des retraites que Macron tente de faire passer en force. Quand l'espérance de vie en bonne santé plafonne depuis 10 ans autour de 64 ans pour les femmes dont une sur deux, nées en 1956, a eu plus de 20% d'années incomplètes, au moment de liquider sa pension, contre 6% pour les hommes, comment sauver l'hôpital public sans s'engager dans la convergence, contre Macron et son monde?

**CorrespondantEs**

# ALLEMAGNE Séisme politique : aux classes populaires de préparer les répliques !

En chaîne, les démissions se sont succédées : en Thuringe, celle de l'élu lui-même, qui s'est retiré, et à l'échelle nationale, celle de la dauphine d'Angela Merkel, Annegret Kramp-Karrenbauer, qui a dénoncé cette alliance droite/extrême droite. Les médias sont allés de l'indignation solennelle face à la mort du parlementarisme (et de rappeler l'alliance entre Hitler et Hindenburg), à une attitude plus pragmatique, rappelant qu'en Allemagne, à bien des niveaux, dans des exécutifs locaux ou régionaux, on ne compte plus les petits accommodements et accords ponctuels entre partis, extrême droite incluse, sans oublier la coalition entre la droite et la social-démocratie qui gouverne au niveau national. Et le *Tagesspiegel* berlinois du 15 février, de comparer Erfurt (en Thuringe) à Brescello (en Italie), village du prêtre Don Camillo et du communiste Peppone, qui savaient si bien à la fois collaborer et se faire la guerre. L'affaire, une pelote d'embrouilles politiciennes, a donné lieu à des manifestations dans de nombreuses villes, avec 18 000 personnes encore à Erfurt le samedi 15 février. Les illusions sur la démocratie y dominaient, mais aussi la colère contre l'ensemble du système politique et social.

## Combines et indignations hypocrites

Le Land de Thuringe a été dirigé pendant cinq ans par un ministre-président appartenant à Die Linke, Bodo Ramelow, à la tête d'une coalition majoritaire avec le SPD

En Allemagne, depuis bientôt deux semaines, l'élection de Thomas Kemmerich, du FDP (petit parti libéral de droite), au poste de ministre-président du Land de Thuringe, avec les voix de la droite CDU et de l'extrême droite (AfD), a suscité des bouffées d'indignation.



(sociaux-démocrates) et les Verts. Mais aux élections régionales d'octobre dernier, si Die Linke est resté en tête avec un score de 31% en légère augmentation, le SPD est tombé à 8,2% et les Verts ont à peine dépassé les 5%, d'où la perte de majorité de l'ancienne coalition. L'extrême droite, de son côté, comme dans bien d'autres Länder de l'est du pays, a percé avec 23,4%, laissant derrière elle la CDU avec 21,7% et le FDP avec tout juste 5%. D'où plusieurs mois de tractations avant l'élection le 5 février dernier de ce ministre-président, Kemmerich, décriée et aussitôt annulée. Non sans rocambolesque puisque, lors d'un énième tour de cette élection, l'AfD a présenté un candidat sans voter pour lui, faisant porter ses voix sur le FDP qui, l'air de ne pas y toucher, avec

ces voix d'extrême droite en plus de celles de la CDU, a bien été élu... La droite classique n'aurait pas voulu cette coalition, elle l'aurait juste acceptée, avant que les coups de semonce ne viennent de plus haut et n'obligent à faire machine arrière, dans une CDU bien partagée. Pas d'alliance entre la droite et l'extrême droite, donc ! Mais on baigne dans les calculs politiques plutôt que dans l'éthique politique. Dans le paysage politique actuel en Allemagne, d'usage au pouvoir des partis traditionnels, dont l'extrême droite profite pour entrer dans des parlements et n'est concurrencée que par les Verts qui apparaissent comme un refuge contre elle, c'est plutôt vers ces derniers que la CDU mise pour des coalitions futures – régionales comme nationale.

## Contre les classes populaires

S'il n'y a pas un mur de Berlin entre la droite et l'extrême droite – Marine Le Pen a profité de l'événement pour le préciser –, il y a surtout une parfaite complicité entre les partis qui défendent les intérêts de la bourgeoisie, avec en tête le SPD et la CDU, successivement au pouvoir puis ensemble dans une coalition depuis quelques années, à poursuivre des politiques contre les classes populaires : attaques contre les droits et protections des travailleurs ; harcèlement des migrants – même si le pays en a accepté un grand nombre en 2015 avant de passer des deals avec la Turquie et des pays d'Afrique pour les bloquer loin du territoire de l'Allemagne ; cadeaux aux industriels, en particulier de l'automobile, sous prétexte de reconversion écologique. Le quotidien très racoleur *Bildzeitung* faisait sa « Une », le samedi 15 février, sur le « choc des retraites » : « Des millions d'Allemands gagnent moins de 1 000 euros de retraite par mois, et les femmes seulement 693 euros ». La paupérisation est en marche : des emplois disparaissent ou se précarisent, les salaires et retraites baissent, les loyers augmentent, toutes choses dont l'extrême droite fait son beurre. Jusqu'à ce que les classes populaires entrent en scène par leurs moyens de la lutte de classe, ce qui fait certes défaut aujourd'hui dans le pays, même si la colère y monte aussi. *Michelle Verdier*

## GRÈCE

# La question des réfugiés et le retour de l'extrême droite gouvernementale

La « question des réfugiés » constitue le seul terrain sur lequel le gouvernement de droite, en place depuis l'été 2019, fait entendre un discours politique public, pendant que parallèlement le pouvoir avance de manière effrénée dans son agenda néolibéral. Pour les réfugiés, surtout ceux ou celles enfermés dans les camps sur les îles, la situation devient pire chaque jour.

Cette politique est le produit de manœuvres sociales et politiques bien antérieures aux dernières élections législatives de juillet 2019. Avec le retour au gouvernement d'une droite comportant depuis toujours des éléments d'extrême droite, on est passé d'une gestion politique des réfugiés comme question humanitaire à une ligne prétendant empêcher la « modification de la composition des communautés locales », en jouant avec des réflexes racistes et en affaiblissant davantage la gestion administrative des procédures d'asile alors qu'on voit arriver de nouveaux flots de réfugiés. L'an dernier, au moins 60 000 personnes sont arrivées dans les îles de la mer Egée, et 10 000 via la frontière terrestre avec la Turquie.



WIKIMEDIA COMMONS

## Pseudo-distinction juridique

Les « réactions » organisées de membres des communautés locales contre le transfert des réfugiés hors des camps installés sur les îles ont été impulsées par des autorités municipales favorables à la droite gouvernementale, elles se sont étendues avec le vote de la nouvelle loi sur l'asile permettant de faciliter les renvois de réfugiés et de dissuader les nouvelles arrivées. Juste après les élections, Dimitris Avramopoulos, ex-commissaire européen, a déclaré qu'après le traité UE-Turquie, les îles devaient être « vides », et que les autorités devaient procéder au renvoi en Turquie d'environ 35 000 demandeurs d'asile : il s'agit, a-t-il dit, de migrants économiques et non de réfugiés. C'est là une vieille pseudo-distinction juridique visant à produire des catégories d'êtres humains avec des droits limités ou même sans droits. Très rapidement, cette conception a franchi les frontières de la majorité parlementaire et s'est répandue, avec l'aide des médias, jusqu'au village le plus reculé. Cela s'inscrit dans une tentative de former un courant social majoritaire qui ne votera plus et n'intégrera plus une organisation comme Aube dorée, mais qui voudra voir appliquer son programme : cela rappelle en plus « light » la période noire italienne de *Maggioranza Silenziosa* à Milan dans les années 1970. Cette situation nous oblige à repenser sous un angle critique les interventions du mouvement antiraciste, pour aller dans cette période nouvelle vers une recombinaison des réseaux de solidarité. *À Athènes, Thodoris Zeis*



# ÉTAT ESPAGNOL « Nous, Anticapitalistas, avons décidé de ne pas participer à la prochaine Assemblée de Podemos »

Un communiqué publié par Anticapitalistas le 16 février 2020.

Les décisions prises par Podemos au cours des derniers mois indiquent une orientation que nous ne partageons pas. L'entrée de cinq ministres UP (Unidas Podemos) dans un gouvernement progressiste-néolibéral hégémonisé par le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), au sein duquel ce parti contrôle les principaux leviers du pouvoir, loin d'affaiblir le régime politique actuel, signifie s'y intégrer et considérer sa gestion comme le seul horizon possible.

Notre proposition de conclure un accord portant sur l'investiture du PSOE et d'être dans l'opposition, afin de continuer à lutter pour construire un projet qui articulerait une majorité constituante a été rejetée par le Podemos actuellement existant. Nous ne partageons pas, en outre, la politique de pacte social et de consensus qui signifie un renoncement à l'affrontement avec les grands pouvoirs économiques. En ce sens, nous constatons qu'il y a une énorme différence entre les objectifs du Podemos que nous avons contribué à constituer



WIKIMEDIA COMMONS

il y a six ans et la dérive actuelle, qui montre que nous sommes passés de la contestation de la classe politique et des élites économiques à l'intégration à la première sans mettre en question les avantages des seconds.

## Impulser un nouveau cycle de luttes

Nous comprenons également qu'une grande partie du peuple de gauche partage le soulagement occasionné par la formation du gouvernement [le 13 janvier 2020]. La peur de l'extrême droite et la

fatigue après des années de mobilisation rendent cette position compréhensible. Nous l'entendons et la respectons. Cependant, nous pensons que les objectifs de ce gouvernement sont très peu ambitieux, même si nous nous situons dans les marges du système. Raison pour laquelle notre tâche immédiate est d'essayer d'impulser un nouveau cycle de luttes afin que la rue ne soit pas désertée. Se profilent ainsi plusieurs objectifs : le 8 mars, pour garantir des avancées féministes ; les mobilisations pour exiger l'abrogation des contre-réformes portant sur le Code du travail, pour obtenir la régulation des loyers, la fermeture des Centres d'internement des migrants, l'interdiction des licenciements dans les entreprises faisant des profits, l'arrêt des expulsions des logements et la rupture avec l'article 135 de la Constitution [contraignant à la « stabilité budgétaire » et au paiement de la dette, adopté en 2011]. Sans une pression populaire organisée, il n'y aura pas de progrès. Sans des avancées qui méritent d'être défendues, qui répartissent

la richesse et le pouvoir en faveur des plus démunis, un dangereux terreau sera constitué, sur lequel l'extrême droite peut étendre sa démagogie machiste, raciste et autoritaire au service des riches.

## Décision finale le 28 mars

Dans ce cadre, sans préalablement analyser la saignée dont Podemos a souffert en tant qu'organisation ces dernières années et sans disposer d'un processus préliminaire suffisant de délibération politique, l'Assemblée des Citoyens apparaît comme une simple ratification de la direction et de la stratégie installant une subordination face au PSOE. Pour cette raison, nous, Anticapitalistas, avons décidé de ne pas participer à la prochaine Assemblée à l'échelle de l'État de Podemos et de concentrer nos débats sur la décision à prendre concernant notre relation définitive avec ce projet que nous avons contribué à fonder et auquel nous avons consacré tant d'efforts. Nos discussions internes culmineront le 28 mars 2020 avec une conférence au cours de laquelle nous ferons connaître notre décision finale. Et c'est sans réserve que nous souhaitons bonne route à celles et ceux qui décident de participer à l'Assemblée de Podemos (*Vistalegre III*), en étant sûrs que nous continuerons à nous rencontrer et à travailler ensemble dans de nombreux domaines. *Anticapitalistas, traduction À l'Encontre et J.S.*

# «BAISSE DU CHÔMAGE» ET DÉGRADATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL

**A**vec l'annonce d'une baisse «historique» du chômage, le gouvernement fait mine de croire que la situation globale des salariéEs s'améliore. Comme si ces chiffres ne dissimulaient pas une réalité beaucoup moins glorieuse, qu'il s'agisse de la réalité des chiffres du chômage, fort éloignés de la communication gouvernementale, ou des transformations à l'œuvre dans le monde du travail: attaques contre le CDI, recours de plus en plus massif à la sous-traitance, arnaque de l'auto-entreprenariat, etc.

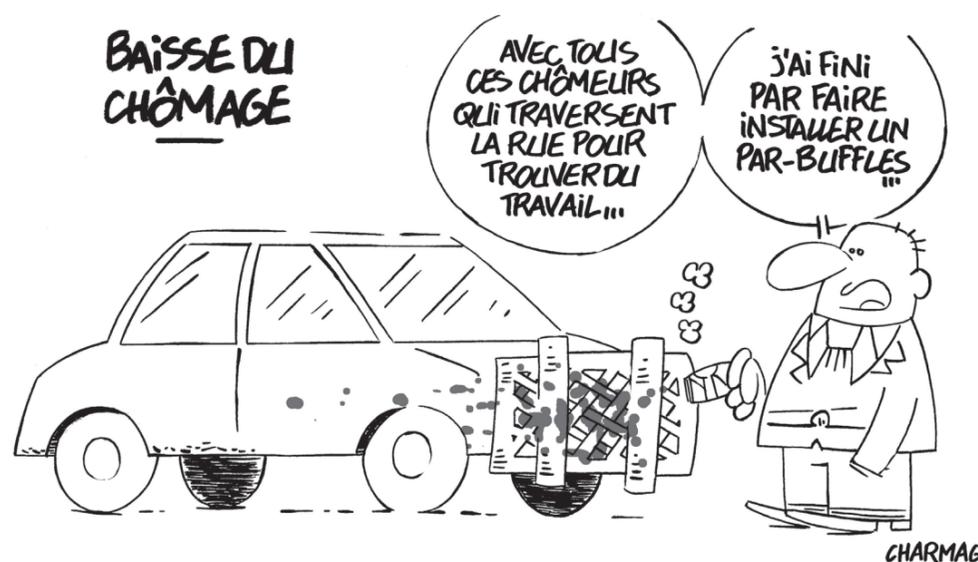
## PUISQU'ON VOUS DIT QUE LE CHÔMAGE BAISSE!

Une baisse de 3 % des inscrits en catégorie A (chômeurEs disponibles immédiatement) sur l'année 2019, et le gouvernement s'emballe.

Il est nécessaire de rappeler quelques chiffres: au 4<sup>e</sup> trimestre 2019, ce sont 5442900 personnes qui cherchent un emploi, parmi lesquelles, il faut le souligner, 2,1 millions qui, dans leur immense majorité, n'ont pas d'autre choix que de travailler en contrat précaire ou à temps partiel (appelé «activité réduite»). Cette catégorie va être, qui plus est, touchée de plein fouet par les nouvelles règles de calcul de l'allocation chômage à partir du 1<sup>er</sup> avril. Les simulations montrent une diminution de 25% de l'allocation.

### Derrière les chiffres...

Alors certes, le taux des inscrits en activité réduite a baissé. Mais quelle proportion a repris un emploi en CDI et à temps plein? Car derrière ces chiffres, on trouve aussi la situation des personnes dites «demandeurs d'emploi de longue durée». Ce sont 2,5 millions de personnes au chômage depuis au moins un an, et 1,5 million depuis au moins deux ans. La politique de formation massive, censée répondre à la question de l'«inadaptation» de la main-d'œuvre aux emplois disponibles,



pèse aussi dans les chiffres. En 2019 ce sont 192000 personnes entrées en formation (+ 33% en 1 an), qui ne comptent donc pas dans les chiffres du gouvernement pour rechercher un emploi. Autre catégorie qui ne rentre pas dans ces chiffres: les micro-entrepreneurs (ex auto-entrepreneurs) dont le nombre a fortement augmenté depuis 2016 pour atteindre 1,3 million en 2018. Enfin, par définition, le chiffre de cette baisse ne concerne que les inscrits... Et l'on ne doit pas oublier le cas des personnes qui ont arrêté de chercher via Pôle emploi et donc ne s'inscrivent pas ou sont découragées de s'inscrire: 182000 en 2019.

### Moins de chômage, plus de pauvreté?

La question des radiations est aussi un sujet en soi: cela a concerné 176000 personnes en 2019 avec, pour conséquence, la perte de revenu! Le décret du 30 novembre 2018 est passé par là et les conséquences sont dramatiques. Le gouvernement et la direction de Pôle emploi disent qu'il n'y a pas d'objectifs de radiation. Pour autant, le fait de convoquer en masse à des réunions organisées par un sous-traitant entraîne forcément des sanctions en cas d'absence. De même le renforcement des équipes de contrôle de la recherche a un effet mécanique d'augmentation des sanctions. Souvent confondue

avec les radiations, la cessation d'inscription (lorsqu'un inscrit à Pôle emploi n'actualise pas sa situation tous les mois), a concerné 926000 personnes en 2019. Pour le gouvernement, à ce rythme, l'objectif des 7% sera atteint en 2022. Il suffit de regarder au Royaume-Uni pour voir le modèle que vise Macron: le taux de chômage y est de 4%, selon une étude récente. Pourtant, le fait de travailler n'empêche pas la pauvreté car 56% des pauvres font partie d'une famille de travailleurEs (contre 39% il y a 20 ans). Avec la baisse des allocations prévue en avril, la boucle est bouclée.

Correspondant

### Collectif de travail fragilisé

Le développement massif et rapide de l'intérim, et de la précarité en général, fragilise évidemment les collectifs de travail. Le turn-over permanent perturbe les processus de socialisation, de solidarité et d'entraide. La participation aux mouvements de résistance et de contestation – prises de parole, AG, délégation de masse, piquets de grève – est rendue difficile au vu des risques de fin de contrat. Et cela diminue de fait le rapport de forces global. Les syndicats ne prennent pas à bras-le-corps cette donnée de la précarité, certains militantEs se sentent démunis.

### Lutter contre la précarité: une priorité militante

Il est devenu incontournable, pour les équipes militantes, d'intégrer les personnels précaires dans les stratégies syndicales. D'une part pour renforcer les collectifs ouvriers de lutte, mais aussi pour imposer des emplois en CDI. Paradoxalement, certains intérimEs, n'ayant connu que la précarité, sont bien plus «rebelle» que certains CDI ou fonctionnaires,

et n'hésitent pas à contester les ordres et envoyer balader les cheffillons. Par contre, il n'y a pas de culture collective, et cela est limité à l'acte individuel. Sur Paris 15, malgré quelques embauches en CDI, les dernières mobilisations n'ont pas réellement pris sur cette question de lutte contre la précarité. C'est aussi sûrement une limite des luttes locales d'un seul bureau.

L'écoute et la sympathie évidentes de nombreux intérimaires en décembre et janvier (lors des prises de parole, diffusions de tracts), le respect que parfois ils et elles imposent aux chefs, tout cela démontre une disponibilité pour nos idées et pratiques. Malgré les difficultés objectives, organiser les précaires est possible, y compris en passant par des syndicats de l'intérim. Envisager et travailler à des luttes communes des CDI et précaires (pour exiger des CDI par exemple), devrait être une préoccupation syndicale. En cela, la lutte victorieuse des grévistes sans-papiers de Chronopost Alfortville est exemplaire!

Correspondant

## VOUS AVEZ DIT «CDI»?!

En France, la grande majorité des contrats liant les salariéEs à leurs employeurs sont des contrats à durée indéterminée (CDI). Ainsi, parmi les salariéEs du privé, 85% ont un CDI. Cette proportion est relativement constante ces dernières années. Mais quelles garanties offre réellement le CDI? Correspond-il vraiment à un emploi, stable, durable et mettant à l'abri du chômage? Pas vraiment.

**D'**abord parce qu'il est fragile: un tiers de ces contrats sont rompus dans la première année. L'idée qu'il serait impossible, ou à tout le moins extrêmement difficile, de rompre un CDI, est une idée reçue, répandue principalement par les organisations patronales à grand renfort de pression politique pour obtenir des assouplissements de la législation sur le licenciement, prétendant que cela permettra enfin aux employeurs d'embaucher. Cette petite musique a fonctionné à plein régime, jusqu'à ce qu'enfin satisfaction soit obtenue pour les patrons avec les ordonnances Macron de septembre 2017. Elles ont mis en place un plafonnement des indemnités accordées aux prud'hommes en cas de licenciement abusif, appelé aussi «barème Macron». Si le licenciement est considéré comme injustifié, le ou la salariéE recevra une indemnité qui ne peut dépasser un certain plafond selon sa situation. Par exemple, 3,5 mois de salaire maximum pour un licenciement après deux ans dans la même entreprise de moins de 11 salariéEs. Cela permet donc aux employeurs de budgéter la rupture d'un CDI, même lorsque celle-ci est totalement injustifiée. Et, de fait, ça a marché, les contestations aux prud'hommes des licenciements ayant déjà fortement décliné.

### Un CDI, des CDI...

Avant les ordonnances Macron, la France était déjà considérée par l'OCDE comme un pays peu «rigide» en matière de licenciement, par rapport à l'Allemagne notamment, dont la réglementation prévoit des règles de procédure plus strictes pour rompre un CDI. L'hexagone était ainsi en 13<sup>e</sup> position, proche de la moyenne de l'OCDE, dans le classement mesurant les

coûts et les procédures liés aux licenciements de salariéEs en contrat à durée indéterminée.

Au total donc, un CDI n'est pas un statut privilégié d'«insider», et n'offre qu'une protection relative face au licenciement et au chômage. D'autre part, se développent des formes de contrat qui n'offrent au salariéE du CDI que le nom. Ainsi, récemment, le CDI intérimaire (CDII) a été officialisé. On peut désormais faire de l'intérim toute sa vie, sans jamais intégrer les entreprises dans lesquelles on produit de la valeur, mais en étant en CDI. Sauf que du coup, on y perd en salaire, puisqu'on a plus accès aux primes de précarité. Ce qui fait qu'à l'arrivée, les grands gagnants du CDII, ce ne sont pas les intérimaires mais leurs patrons, les agences d'intérim. En juillet 2019, plus de 40000 salariéEs travaillaient sous ce statut, soit une augmentation régulière et continue, d'en moyenne 50% chaque année depuis ses débuts en 2015. Se développe également le recours aux CDI conclus avec des groupements d'employeurs. Ceci permet aux grandes entreprises de ne pas embaucher directement et d'avoir à disposition un volant d'ouvrierEs et d'employéEs en contrat avec un groupement.

Dans tous ces cas, les salariéEs sont en CDI mais n'ont pas accès aux mêmes conventions collectives que les embauchés en direct, n'ont pas non plus accès aux œuvres sociales des salariéEs avec qui ils travaillent pourtant au quotidien, et ont bien souvent des conditions de travail plus difficiles (horaires décalés, plannings changeants, etc.). Autant de raisons de s'organiser et de lutter ensemble, de revendiquer les mêmes droits par-delà les catégories juridiques créées par et pour le patronat!

Comité inspection du travail

## LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ: UN EXEMPLE DANS LE CENTRE POSTAL DE PARIS 15

**L**a privatisation a accéléré la multiplication des statuts et la précarisation des personnels. Prenons l'exemple concret d'un centre de distribution du courrier: celui du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris. La part des fonctionnaires y est

devenue largement minoritaire (moins d'1/3 des 250 agentEs du bureau), les agents en CDI sont en relative majorité. Relative, car en quelques années, les contrats précaires ont fleuri (CDD, intérim...). Ainsi, en moyenne, 10 à 20% des effectifs sont intérimaires, dont

quelques CDI intérimaires (souvent une demande de La Poste à la boîte d'intérim). Le recours aux CDD, autrefois fortement utilisé, a baissé, du fait notamment de recours prud'homaux qui ont requalifié en CDI certains CDD. L'intérim, pour l'employeur, est

alors jugé moins risqué juridiquement. Pas encore de GEL (Groupeement d'employeurs logistiques), certains postes sont sous-traités: nettoyage, restauration, mais cela reste en deça du Colis (qui atteint 90% de sous-traitance en Île-de-France).

## AIR FRANCE: LA SOUS-TRAITANCE S'ENVOLE

L'entretien avions est en pleine expansion, mais pourtant le nombre de salariéEs «Air France Industries» est resté stable: 8000, alors que le chiffre d'affaires est en hausse constante (8% en 2019) à 3 milliards d'euros.

**L**es patrons, pour baisser le coût de la main-d'œuvre, ont suivi plusieurs pistes. Les progrès de productivité dus à l'informatique? Ils existent mais ne suffisent pas. Car les robots ne sont pas encore là qui pourraient aller dans l'avion, inspecter et nettoyer les câblages et les surfaces, remplacer les pièces... Il faut heureusement toujours des humains, avec leur intelligence et leur habileté corporelles. La piste de la sous-traitance à l'étranger a également été explorée. Air France a développé des centres de maintenance dans plusieurs pays: Miami pour capter l'Amérique latine car le marché US reste ultra protégé, Shangai pour l'Asie, Casablanca pour l'Afrique. Mais les avions Air France font essentiellement des allers-retours au départ de Paris. La main-d'œuvre y est donc toujours nécessaire.

En France, il existe une myriade de sociétés de sous-traitance, dont les actionnaires sont un peu toujours les mêmes. Air France a développé la théorie selon laquelle elle garderait la maîtrise technologique et intellectuelle et qu'il suffirait de louer des bras pour effectuer les travaux. Et l'on retrouve dans ces sociétés beaucoup de salariés d'origine africaine et maghrébine, l'accès aux emplois «Air France» étant apparemment plus difficile pour ces catégories. Ce que confirme l'étude récente sur les discriminations à l'embauche qui voit apparaître Air France en bonne place... Air France a fermé son école historique de formation des mécanos, poussant l'Éducation nationale à ouvrir des formations plus généralistes. Et les places disponibles ont été au niveau d'un Smic amélioré dans ces entreprises de sous-traitance, que l'on peut augmenter

par des primes de déplacement, des heures sup, des primes d'intérim...

### Une riposte sur plusieurs fronts

D'abord, sur celui de la sécurité: développer la sous-traitance, c'est développer des écrans, des opacités sur la manière de travailler, et dans un monde où c'est le profit maximum qui jouera de la survie de tel ou tel, les pressions sont nombreuses pour faire baisser les coûts, et tôt ou tard les marges de sécurité sont attaquées, sauf si une pression syndicale ou politique les contrebalance. L'ultralibéralisme attaquant les contrôles étatiques, seul le contre-pouvoir syndical et une position non précaire des mécanos permet de maintenir le niveau de sécurité. Les mésaventures de Boeing avec les deux crashes des B737 (346 mortEs) étant là pour rappeler à tous les acteurs qu'à trop jouer sur les marges et la sous-traitance de systèmes entiers, on peut risquer gros!

Il est frappant qu'Air France, quand il fait réaliser des reportages sur la maintenance de ses avions, cache systématiquement les sous-traitants et ne fait apparaître sur les images que des personnels «Air France».

En novembre 2016 un projet de filialisation d'Air France Industries était retiré après une mobilisation ultra massive des salariéEs. Défendant un entretien Air France des avions Air France.

Air France a donc été contraint de maintenir un certain nombre d'embauches. Mais l'entreprise a tellement réduit les formations qu'on manque de mécanos qualifiés sur le marché. Avec du coup une pression à la hausse sur les salaires. Tout le monde fait des économies, y compris l'Éducation nationale, et la main-d'œuvre qualifiée manque... En 2017, une grève de mécanos Air France a éclaté suite à l'embauche extérieure d'un mécano au salaire plus élevé que les collègues avec la même ancienneté... D'où des

revendications de hausse de salaire qui ont été gagnées pour une partie des mécanos. Cette lutte a ouvert la voie au mouvement général sur les salaires avec les pilotes en 2018, aboutissant à la démission du PDG Janailac et une hausse de 4% des salaires. Avec aussi la suppression de la filiale Joon et l'intégration de 400 hôtesses et stewards.

### Salaires et effectifs sont liés, la bataille est permanente

La pression patronale est incessante pour réduire le temps des visites, en augmentant la pression sur le temps de travail, changements d'horaires, travail le week-end et polyvalence des tâches, niant la nécessaire spécialisation... La force des salariéEs étant leur réaction collective (syndicats, collectifs utilisant les réseaux sociaux), s'appuyant sur le respect de la sécurité qui fait souvent reculer la direction. Laquelle, à force de mépriser la formation et le savoir, en arrive à être ignorante de la réalité du travail. Les marges de manoeuvre sont plus grandes alors pour les salariéEs organisés; la lutte a encore de beaux jours devant elle!

Jet Aelys

## LUTTE CONTRE LA SOUS-TRAITANCE DANS L'HÔTELLERIE

«Les luttes se déclenchent car le patronat de l'hôtellerie et du nettoyage aggrave les conditions d'exploitation dans ces secteurs. Des conditions toujours plus difficiles et des salaires toujours plus bas. Les contrats commerciaux sont souvent revus à la baisse entre donneurs d'ordre (ceux qui bénéficient du travail réel effectué) et sous-traitants (ceux avec qui ils signent le contrat). Les situations de paiement à la chambre, les mutations forcées, la diminution des effectifs, tout cela participe à créer les conditions d'un dumping social. Les travailleurEs n'en peuvent tout simplement plus, les conditions deviennent inhumaines. À l'ibis notamment, les grévistes réclament la fin des trois chambres et demie à l'heure, qui amène les salariéEs à travailler beaucoup plus d'heures que ce que leur contrat stipule – sans pour autant recevoir un salaire à la hauteur du travail supplémentaire effectué. La grève est aussi partie parce que STN [le sous-traitant] cherchait à muter de force 13 travailleuses du site.

Avec notre syndicat, les salariéEs ont trouvé un outil efficace, qui les soutient réellement. Elles et ils voient réellement ce qu'il fait et nos résultats. La sous-traitance notamment, réputée comme étant impossible à défaire, est un sujet auquel on s'affronte de front. Nous avons obtenu la fin de la sous-traitance dans 13 hôtels en France, alors que les patrons s'y accrochent de toutes leurs forces. La sous-traitance divise la communauté de travail et permet une baisse des coûts. De plus, les salariées parlent entre elles. Et ainsi elles arrivent souvent chez nous par conseil de leurs amiEs, famille ou collègues. On travaille ensuite à créer de vraies sections dans les établissements en syndiquant un maximum de salariéEs pour créer un rapport de forces sur la durée.»  
Tiziri Kandji, animatrice syndicale de la CGT-HPE, propos recueillis par Louise Roc.

## LE NUMÉRIQUE, LABORATOIRE DU CAPITALISME MONDIALISÉ

Depuis quelques années, l'informatique a pénétré en profondeur l'économie et la société. Un nouveau jargon marketing a fleuri: société 2.0, digital, économie numérique, etc., à la définition floue mais à l'image clinquante. Mais derrière tout cela la réalité est peu reluisante...

### Sous-traitance généralisée

La grande majorité des entreprises sous-traitent toute (ou une grande partie de) leur informatique. Et aujourd'hui la grande majorité des 700 000 informaticienEs en France sont employéEs par des entreprises spécialisées, les ESN (entreprises de service du numérique). Ils travaillent en régie – au sein des équipes de l'entreprise cliente sous l'autorité de sa hiérarchie – ou au forfait dans les locaux de leur entreprise ou de l'entreprise cliente, réalisant une prestation informatique pour l'entreprise cliente selon un cahier des charges, un budget et un calendrier pré-définis. La sous-traitance se fait aussi en cascade, entre ESN de tailles différentes, jusqu'à des dizaines de milliers d'indépendantEs.

### Diviser les travailleurEs

Pour une partie des entreprises, les petites par exemple, c'est souvent une obligation de sous-traiter son informatique, elles n'ont pas forcément les moyens

et les compétences. Pour les autres, c'est un choix. Pas pour faire des économies, car, avec l'achat de prestations intellectuelles et la perte de maîtrise sur un domaine stratégique, ça leur revient en général plus cher, contrairement au nettoyage par exemple. C'est clairement pour annihiler le «risque social», pour casser des collectifs de travail. Si l'informatique s'arrête, tout s'arrête: mais c'est difficile pour des informaticienEs de revendiquer, de se mobiliser, lorsqu'un service informatique d'une grande entreprise est composée d'une majorité de «prestas» de différentes ESN, ou lorsque des pans entiers sont externalisés ici ou là.

### Augmenter l'exploitation

Le secteur du numérique est en expansion continue. D'où une population plus jeune que dans les autres secteurs, avec un taux de chômage plus bas, un taux de CDI plus élevé (94%), moins de temps partiel et très peu d'intérim.

Le salaire y est nettement plus élevé (3100 euros mensuel net en moyenne). Il s'agit de travailleurEs (très) qualifiés, à 80% des cadres, qui pour la plupart n'exercent pas de responsabilités hiérarchiques, et qui se recrutent de préférence dans les écoles d'ingénieurs.

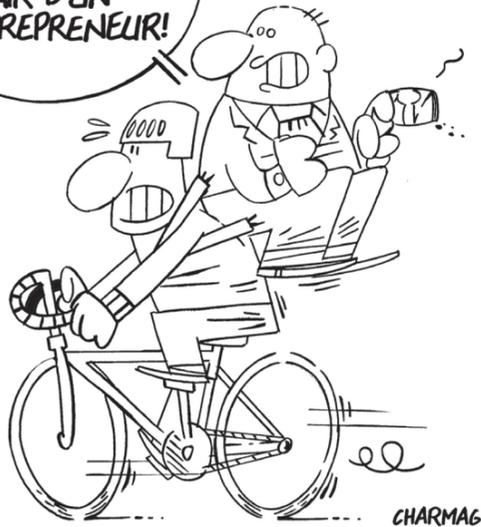
Le taux horaire est nettement moins intéressant. Les heures supplémentaires, avec le manque d'effectif et les délais trop courts, sous la pression de la hiérarchie, etc., sont monnaie courante et ne sont évidemment pas payées. Le forfait-jour (la durée du travail calculée non en heures mais en jours, 218 sur l'année) le légalise. Malgré les difficultés de recrutement qu'il dit rencontrer, le patronat du numérique a réussi à maîtriser l'évolution salariale. Pour augmenter leur salaire, les informaticienEs qui sont sur un segment recherché sur le marché du travail, sont le plus souvent obligés de changer d'employeur. Cette rotation des effectifs, appelé «turn over»,

atteint fréquemment 20 à 30% par an dans les ESN.

### Concurrence organisée au niveau mondial

Le numérique est loin de l'image de la start-up triomphante, c'est un secteur très concentré, avec des poids lourds qui dominent le marché, IBM au niveau mondial, Capgemini au niveau français et européen. Avec l'explosion des réseaux, ces multinationales délocalisent un maximum dans des pays où les salaires sont plus bas, ce qu'elles appellent «l'off-shore»: Capgemini, 24 000 salariéEs en France, emploie près de 100 000 salariéEs en Inde où est sous-traitée la plus grande partie de ses activités de développement au niveau mondial. Cette délocalisation touche du travail de plus en plus qualifié: ainsi IBM a ouvert en Europe de l'Est des centres d'infogérance qui emploient des milliers d'ingénieurEs et qui gèrent la production informatique de grandes entreprises françaises...  
Correspondant

BASSE LA TÊTE T'AUROS L'AIR D'UN ENTREPRENEUR!



## DELIVEROO: LA CONTESTATION S'ACCÉLÈRE

Patatras: après le désaveu du Conseil constitutionnel au sujet des chartes pour les travailleurEs des plateformes incluses dans la loi d'orientation des mobilités (LOM, décembre 2019), la première condamnation de Deliveroo, le 4 février, par un juge départiteur du Conseil des Prud'hommes de Paris vient davantage remettre en cause le modèle d'exploitation des travailleurEs uberisés.

**L**ors d'une conférence de presse organisée le 12 février, le Collectif des livreurs autonomes de Paris (CLAP) a présenté, face à de nombreux journalistes, ses actions dans les mois qui viennent, fort de ce nouveau succès. Leur avocat, maître Mention, est d'abord revenu en détail sur la décision de justice qui a condamné la plateforme britannique à verser près de 30 000 euros à un livreur, remercié au bout de six mois. Le juge a retenu fort classiquement que le livreur, embauché sous le statut d'auto-entrepreneur, lui était en fait subordonné et a condamné la société, entre autres, pour travail dissimulé.

Ce fut ensuite le tour de Barbara Gomes, collaboratrice du groupe communiste au Sénat, de présenter la proposition de loi de ce dernier ouvrant droit au rattachement des travailleurEs plateforme au statut

de salarié autonome qui existe déjà dans le Code du travail, à l'instar des VRP ou des mannequins.

### Une détermination qui devrait inspirer le mouvement ouvrier

Enfin, deux animateurs du CLAP ont annoncé sa transformation en syndicat et le blocage d'un des restaurants exploités directement par Deliveroo pour la Saint-Valentin. Le blocage en question a réuni ce vendredi à Saint-Ouen une vingtaine de livreurEs, soutenus par SUD Commerce et en présence d'Éric Coquerel, député FI.

En alliant action gréviste, en dépit de la répression, comme juridique, médiatisation de leurs conditions de travail, qui renvoient aux tacheurs du 19<sup>e</sup> siècle, et sensibilisation des syndicats et des politiques, les livreurs démontrent qu'il est possible d'enrayer le nouveau monde – en réalité très ancien – de Macron.  
LD

## «IL S'AGIT DE SALARIAT DÉGUISÉ»

«Avec le statut d'auto-entrepreneur, il s'agit en fait d'un contrat entre deux boîtes. Une boîte complètement fictive, qui porte notre nom, que l'on peut créer en 10 minutes sur internet, qui permet à Deliveroo ou Uber Eats de ne pas nous engager mais de faire des contrats de prestation entre deux entreprises. Donc le code du travail, qui régit le rapport salarial, n'existe pas pour nous car il s'agit de contrats entre deux entreprises. Et nous on dénonce cela en expliquant qu'il s'agit de salariat déguisé: à partir du moment où on tire tous nos revenus de la même boîte et qu'on n'a aucune modalité de négociation, par exemple on n'a pas notre mot à dire sur le tarif des courses, nous sommes en réalité juridiquement indépendants mais économiquement dépendants. En fait, toutes ces boîtes fonctionnent sur le principe d'avoir une énorme flotte de livraison, pour être certaines d'avoir toujours des livreurs prêts à accepter toutes les commandes. Pour attirer du monde, ils proposent donc au départ des bons tarifs, des primes le week-end, quand il pleut, etc., et une fois qu'ils ont une flotte suffisante, ils peuvent se permettre de baisser les rémunérations au fur et à mesure, jusqu'à ce qu'ils n'aient plus que des livreurs qui sont prêts à travailler pour 5 ou 10 fois moins que ce qui était proposé au début...»

Steven, livreur chez Deliveroo et membre du Collectif des livreurs autonomes de Paris (CLAP), propos recueillis par Julien Salingue.

## TULLE Unitaire, massive et déterminée, la lutte paie



Après les éboueurs de l'Agglo de Tulle en décembre, c'est au tour des agentEs de la ville de montrer que la lutte paie, si elle est unitaire, massive et déterminée.

Ces deux luttes ont en commun d'avoir été unitaires (CGT-Sud), brèves (moins d'une semaine), majoritaires et radicales (piquets de grève). SyndiquéEs et non-syndiquéEs ont participé ensemble aux négociations; autre point commun, le patron, une majorité PS-PC dirige les deux collectivités.

### Augmentations de salaires et titularisation

Chez les éboueurs, c'est le mouvement des retraites qui nous a amenés au dépôt de l'Agglo. Après une matinée de discussion, la revendication salariale s'impose: moins de 1500 euros mensuels pour courir pendant des heures après la benne à partir de 4 heures du matin... Le lien est fait avec les retraites, mais il faut une victoire immédiate. La grève est votée en AG pour 150 euros mensuels uniformes. Elle va immédiatement mobiliser la majorité des ripeurs et chauffeurs. Le dépôt est bloqué par des militants CGT, Sud et Gilets jaunes, PC et NPA en soutien. Dès trois heures du matin, nous serons ainsi plusieurs dizaines. Sans section syndicale au départ, les grévistes comprennent que l'organisation est indispensable et plusieurs se syndiquent.

Trois jours plus tard, l'accord est signé: 60 euros net pour catégories C, 15 euros pour les cadres A et deux titularisations de CDD. Augmentation uniforme inversement proportionnelle aux catégories, c'est plutôt sympathique. Cerise sur le gâteau, l'Agglo qui avait assigné la CGT au tribunal pour le piquet de grève a été condamnée à payer 300 euros au syndicat; les éboueurs ont demandé que la somme soit versée en solidarité à la caisse de grève des cheminotEs.

Encouragés par la victoire de leurs camarades, les territoriaux de la ville de Tulle se lancent dans la bagarre en février. Les équipes mobilisées sur les retraites appuient le mouvement, préparé depuis des mois par les équipes syndicales. La grève est immédiatement largement majoritaire. En trois jours de blocage, c'est gagné: 60 euros, selon le même principe anti-hiérarchiques que pour les éboueurs, trois postes et 11 titularisations de contractuelEs.

Seule nuance, entre-temps, le PS et le PC ont signé pour les municipales. Il faut donc se plier à la solidarité de gestion locale avec le PS, fini le PC au piquet.

Syndicalisme de combat, préparation en amont du mouvement, unité, assemblées générales quotidiennes, aucune compromission avec les patrons de «gauche», autant d'enseignements pour les luttes présentes et futures.

Correspondant

# RETRAITES L'indicateur fictif que le gouvernement a sorti de son chapeau pour nous arnaquer

Le projet de loi du gouvernement sur les retraites prévoit que les points de retraite seront indexés par défaut sur le «revenu moyen d'activité par tête», un indicateur qui n'existe pas!

Pourquoi ne pas les indexer sur les salaires comme il prétendait vouloir le faire? Pourquoi ordonner à l'INSEE de fabriquer cet indicateur bidon? Pour une raison mesquine: cet indicateur évoluerait moins vite que le salaire par tête, et il permettrait de justifier des coupes supplémentaires dans les dépenses de retraite.

### Le «revenu d'activité moyen par tête»: quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup!

L'INSEE produit aujourd'hui un indicateur fiable et lisible: le salaire moyen par tête (SMPT). Il rapporte l'ensemble des salaires bruts versés au nombre de salariéEs. Pour passer du salaire au «revenu d'activité», il faudrait ajouter à minima les revenus d'activité des indépendantEs, mais on pourrait aussi y inclure les allocations perçues par les chômeurEs (puisque ceux-ci sont des actifs qui recherchent un emploi), la prime d'activité, etc. Qu'est ce que le «revenu d'activité» des indépendantEs ou entrepreneurEs individuels? Au sens de la comptabilité nationale, ce revenu pourrait être estimé par le «revenu mixte»: «mixte» car c'est la marge réalisée par l'indépendant (différences entre les ventes et les coûts de production) qui rémunère à la fois sa force de travail et son capital. L'estimation de ce revenu est très fragile, notamment en raison de la fraude et du travail au noir qui représentent environ un tiers de ce revenu.

En outre, des entrepreneurEs individuels se rémunèrent via une société (imposée à l'impôt sur le revenu) qui leur verse des



dividendes. Ces revenus doivent-ils être considérés comme des «revenus du patrimoine» ou comme des «revenus d'activité»? On le voit bien: il est impossible de construire un indicateur fiable et lisible. C'est d'ailleurs précisément le but du gouvernement, qui prétend décider à la place de l'INSEE les modalités de calcul de cet indicateur... qui pourront changer sur simple décret! Macron invente la statistique d'État, avec des indicateurs construits et instrumentalisés pour servir ses contre-réformes.

### Quelle évolution d'un tel indicateur?

On peut essayer de se faire une idée de l'évolution d'un tel indicateur, ce qui peut nous permettre de comprendre les motivations (difficilement avouables) du gouvernement. Si on mesure le revenu d'activité par tête des

indépendantEs par le «revenu mixte» par tête, on se rend compte que celui-ci a chuté depuis 2008, notamment en raison de la création du statut d'auto-entrepreneur en 2009, qui a depuis fait fortement augmenter les effectifs de non-salariéEs aux revenus très faibles. Entre 2008 et 2018, le salaire moyen par tête (corrige de l'inflation) a augmenté en moyenne de 1,1% par an alors que le revenu d'activité moyen par tête (corrige de l'inflation), qui rapporterait les salaires et le «revenu mixte» au nombre d'emplois, n'a augmenté en moyenne que de 0,6% par an. La différence est très nette... et très intéressante pour le gouvernement.

### Opposés à la sale besogne que nous assigne le gouvernement

Les syndicats de l'INSEE CGT, FO et SUD ont dénoncé avec force le projet gouvernemental de création d'un tel indicateur. En indiquant que les «modalités de calcul [seront] déterminées par décret en Conseil d'État», le projet de loi piétine l'indépendance de l'INSEE garantie en théorie par loi de 1951 qui affirme que «la conception, la production

et la diffusion des statistiques publiques sont effectuées en toute indépendance professionnelle». Le comité de mobilisation de l'INSEE Paris est sur la même longueur d'onde. Il prépare un document sur cette affaire de nouvel indicateur, qui prolonge les deux «Analyse Retraite» déjà publiées et qui ont reçu un large écho. La direction de l'INSEE a cherché à étouffer la contestation en prétendant que les membres du comité de mobilisation auraient violé leur «obligation de réserve». Une intimidation qui n'a pas mis fin aux activités du comité de mobilisation, bien au contraire.

La mobilisation doit s'amplifier, à l'intérieur et à l'extérieur de l'INSEE, pour faire échouer cette entourloupe statistique, et plus largement pour obtenir le retrait du projet de loi. La pression maximale doit être mise sur la direction de l'INSEE pour qu'elle soit contrainte de se positionner et d'indiquer clairement qu'elle refusera de collaborer à cette opération politique qui met en cause l'indépendance et la crédibilité de l'Institut national de statistiques.

Correspondant

Département frontalier de l'État espagnol et d'Andorre, l'Ariège a de tout temps été un territoire de brassage de populations d'origines diverses. La Retirada de 1939 a marqué le département avec un «accueil» officiel sous la forme du camp de concentration du Vernet, mais aussi un accueil populaire et la formation des premiers groupes de guérilleros qui joueront un rôle fondamental dans la libération de l'Ariège (et du pays) en 1944. Sans parler des aides aux passages à travers les Pyrénées et la cache de nombreux juifs à Aulus ou au château de la Hille.

### Face aux OQTF, résistance!

De nos jours, les politiques de rejet des migrantEs s'accroissent avec des représentants de l'État qui agissent avec zèle pour faire du «chiffre» et se

## ANTIRACISME L'Ariège réagit contre les expulsions de migrantEs



conformer aux consignes nationales. À leur tête, la préfète, Mme Chantal Mauchet, et son secrétaire général, M. Stéphane Donnot.

Les OQTF (Obligations de quitter le territoire français) se multiplient à l'égard des migrantEs, y compris lorsque celles-ci et ceux-ci sont insérés et apportent richesse et jeunesse dans un pays qui

s'appauvrit et vieillit. Récemment une famille albanaise a été, au petit matin, prise par la police pour être amenée à Toulouse, où a été constitué un charter avec des familles «raflées» dans toute l'Occitanie. En peu de temps, 54 familles (107 enfants) ont été victimes de ces OQTF. Mais, une résistance a surgi: des personnes accompagnent

les migrantEs qui doivent signer dans les gendarmeries, la «Marche aux flambeaux» du 18 décembre a réuni 400 personnes dont certaines étaient, pourtant, loin de partager le mot d'ordre «Personne n'est illégale» ou «Liberté de circulation et d'installation». Enfin, cette colère qui monte s'est concrétisée par un texte contre les expulsions de migrantEs signé par 34 organisations très différentes. Ce texte diffusé dans les médias locaux sera utilisé de façon offensive sous des formes qui seront déterminées lors d'une réunion, le 20 février à Pamiers.

Le comité ariégeois du NPA est, bien sûr, actif dans cette lutte.

Correspondant

### STATIONS DE SKI MOBILISÉES

## «Sauvons nos emplois, nos villages, nos avenir!»

Samedi 15 février, dans le département des Pyrénées-Orientales, et dans le cadre d'une journée de grève nationale à l'appel de la CGT et de FO, les saisonnierEs des quatre stations de ski en grève se sont rassemblés sur la route à l'entrée de la commune de Formiguères (100% de grévistes!) pour manifester contre les «réformes» des retraites et de l'assurance chômage.

Distribution de tracts pour informer les touristes montés en voiture et... de friandises pour faire patienter agréablement les enfants, accueil

globalement très sympathique à l'égard des revendications et de l'action des saisonnierEs qui sont particulièrement victimes de ces deux contre-réformes néolibérales.

Ce ne sont pas les injustices qui manquent à Vestalia, une filiale de Véolia, qui a obtenu la sous-traitance de la logistique sur les différents sites Renault d'Île-de-France : bas salaires, pression permanente des chefs petits et grands, fraude sur les accidents de travail, distribution des primes à la tête du client, etc.

### La direction dépassée

C'est d'ailleurs à propos du versement de la prime de sécurité que la grève a éclaté la semaine dernière. En effet, chaque année, la distribution de celle-ci se fait selon des critères particulièrement opaques, avec des salariéEs qui se retrouvent parfois avec des sommes ridicules de 30 ou 10 euros, voire rien du tout, le reste se retrouvant le plus souvent directement dans les poches des chefs... À cet abus habituel, s'est greffée la question des NAO, la direction promettant royalement 1% d'augmentation générale, et un projet de modulation horaire pour les mois à venir qui fera alterner période haute avec surcharge de travail sans heures supplémentaires, et période basse de chômage technique. Toutes ces annonces ont suscité la colère et le lundi 10 février, jour d'ouverture des NAO, ce sont près de 80 personnes qui se sont rassemblées devant les bureaux de Vestalia au Technocentre de Guyancourt pour protester ! Un beau résultat quand on sait que les effectifs sont en général dispersés sur les différents sites franciliens, et

## LOGISTIQUE Une semaine de grève à Vestalia pour les salaires

*Quand Charles en parle, son visage rayonne : de s'être battu, d'avoir fait grève, de s'être organisé plusieurs jours durant avec ses collègues de Vestalia, alors qu'il n'avait jamais été syndiqué ni militant auparavant, et surtout d'avoir pu « créer une communauté », avec les autres salariéEs, celles et ceux qu'il croise depuis cinq ans tous les jours sans jamais se parler à part pour se dire bonjour, et avec lesquelEs il a partagé la joie de lutter ensemble.*



DR

divisés en petites équipes à l'intérieur du Technocentre (TCR). De son côté, la direction de Vestalia, totalement dépassée, ne savait pas où donner de la tête. Les grands chefs qui attendaient les délégués syndicaux à Rueil où avaient été délocalisées les NAO ont fini par repousser celles-ci au vendredi, histoire de gagner du temps, pendant que d'autres cherchaient à faire reprendre le travail sur la base de quelques vagues promesses et de menaces.

### «Ce qu'on a fait, on le garde»

Et pendant quelques jours la grève reconductible des Vestalia a donné une autre ambiance au TCR : rassemblement et cortège des grévistes bien visible dans la Ruhe, le principal bâtiment, collecte de solidarité aux cantines qui ont permis de rassembler plusieurs centaines d'euros, rencontre avec les salariéEs de Renault et des autres boîtes de prestataires qui ont souvent témoigné de leur sympathie aux grévistes, etc.

Enfin, la direction de Vestalia sous pression a accepté d'avancer la discussion au jeudi 13 février. Le « chef quatre étoiles » comme l'ont rebaptisé les grévistes, a accepté de faire quelques concessions : 2% d'augmentation de salaire, le double de ce qui était prévu avant la grève, et le versement à tous les salariéEs de la fameuse prime de sécurité. Comme le conclut Charles, « bien sûr, on n'a pas tout gagné. Mais ce qu'on a fait, on le garde. Pendant une semaine on est resté ensemble, on a mangé ensemble. On a créé une communauté, on a appris à se connaître, à voir les caractères. On a vu la bête qui est en nous. Chez nous y'a des Portugais, des Congolais, des Algériens, des Gilets jaunes, des chrétiens, des musulmans. Mais on parlait pas de la religion, mais de la personne, de l'humain. Ceux d'en haut, ils pensent qu'on n'existe pas. Mais nous on a discuté de ce qui passe dans notre pays, chez nous en France, au Chili. Y'a un moment faut qu'on y aille, sinon on reste comme des moutons ! »

**Correspondant**

## AUTOMOBILE Renault prépare l'annonce de fermetures d'usines

*« Renault n'a aucun tabou sur les fermetures d'usines dans le monde et en France », a déclaré vendredi 14 février Clotilde Delbos, la directrice générale par intérim du Groupe Renault. Avertissements et menaces sont claires. Le terrain est préparé pour de nouvelles fermetures d'usines Renault en France et ailleurs*

Alors que les résultats financiers 2019 indiquent une perte de 141 millions d'euros, un plan de réduction des coûts de 2 milliards d'euros est annoncé. Avec en première ligne les salariéEs auquelEs on promet suppressions d'emplois et fermetures d'usines. Et les actionnaires vont continuer à recevoir de gras dividendes à hauteur de 312 millions d'euros... Un comble : les travailleurEs ne sont pour rien dans les escroqueries et les errements de la direction Ghosn à laquelle participait l'ancienne directrice financière aujourd'hui à la manœuvre sans tabou. Et ce serait à elles et eux de payer pour leurs manigances ? À y regarder de près, la perte de Renault en 2019 est d'abord due au système financier d'actions croisées entre Renault et Nissan. Pendant des années, les bénéfices de Renault étaient largement dus aux dividendes que versaient Nissan à Renault, encore 1,5 milliard en 2018. Et cette année, ce transfert de dividendes s'est réduit à 242 millions d'euros en faveur de Renault.



DR

### Ni fermetures ni suppressions d'emplois !

Et dans le même temps, ils ont osé : le nouveau directeur général de Renault, Luca De Meo, qui vient de Seat Volkswagen, sera mieux payé que Carlos Ghosn. Sa rémunération annuelle avoisinera 6 millions d'euros. Une rémunération fixe de 1,3 million d'euros, une part variable pouvant atteindre 2 millions d'euros, et un stock d'actions pouvant atteindre le pactole de 2,7 millions d'euros : voilà comment on arrive à ce total de 6 millions d'euros. Merci Patron ! Plus de 50% de hausse par rapport à la rémunération du précédent directeur général viré de Renault il y a quelques semaines. Et même plus que Ghosn pour son seul poste de chez Renault, lui qui cumulait avec les fonds versés par Nissan et Mitsubishi, sans parler de tout le fric détourné par ailleurs. Renault prend soin de rappeler que ce salaire est conforme aux règles du Medef et que c'est une décision du Conseil d'administration, c'est-à-dire prise avec l'accord du gouvernement et de Macron. C'est leur monde, où PDG et patrons se vendent et s'achètent sans que les salariéEs de base soient jamais consultés. C'est leur monde, où ils comptent en millions d'euros pour leur enrichissement personnel. Ni suppressions d'emplois ni fermetures d'usines : cette exigence doit monter et renverser tous les tabous que la direction de Renault veut poser pour défendre les profits et les privilèges honteux de ses patrons et actionnaires !

**Blog NPA auto-critique**

## RETRAITES Carton plein pour la fête des grévistes de la BnF !

*Qui a dit que les bibliothécaires ne savaient pas faire la fête ? Samedi 15 février le CICP, avec le soutien de la librairie Quilombo, ouvrait généreusement ses portes aux grévistes de la Bibliothèque nationale de France (BnF) pour leur première fête de soutien.*

Deux espaces étaient prévus, avec d'un côté un DJ set assuré par Tarik (des désormais presque célèbres soirées *Marx, Engels, Lénine et Beyoncé*) qui leur a fait l'amitié de venir jouer en solidarité et, de l'autre, un espace repas plus calme où les gens pouvaient se retrouver autour d'une délicieuse cuisine libanaise maison.

### Un monde de dingue !

À l'arrivée, c'est l'ensemble du rez-de-chaussée du CICP et une bonne partie du trottoir qui auront été



SUD-CULTURE BNF

nécessaires pour accueillir l'afflux inattendu de personnes venues à la soirée ! Toutes celles et ceux qui ont croisé la route des grévistes de la BnF depuis le début de ce mouvement s'y étaient donné rendez-vous (Arts en grève, les bibliothèques en lutte, Finances publiques, Jeunesses et sports et tant d'autres...) ! Un carton plein pour les grévistes de la BnF qui, victimes de leur succès, ont presque peiné à assurer le bar et la cuisine face à l'affluence. Plus de 300 personnes sont passées ce soir-là, certaines juste pour participer à la caisse de solidarité, d'autres y sont restées toute la soirée pour manger, danser et passer un bon moment dans une ambiance de détermination et de bonne humeur.

Un bilan humain et financier plus que positif donc... et des grévistes remontés à bloc et prêts à continuer dès le jeudi 20 février dans la rue !

**Correspondante**

### «Une saison de six mois... ça n'existe pas !»

Comme l'a rappelé la déléguée CGT des remontées mécaniques : « Comment vivre avec une retraite calculée sur l'ensemble de nos carrières dans une région où la moyenne d'âge pour la signature d'un CDI est à plus de 35 ans ? Comment vivre avec une minuscule retraite dans une région bercée par le tourisme et où le coût de la vie est deux à trois fois plus élevé qu'en plaine ? La réforme du chômage est annonciatrice de la fin de la saisonnalité. Six mois de cotisations pour ouvrir des droits ? Une saison de six mois... ça n'existe pas ! »

Avec la réforme de l'assurance chômage, c'est en effet désormais six mois de travail sur 24 mois qui seront nécessaires pour ouvrir des droits (au lieu de quatre sur 28 mois, comme avant le



DR

1<sup>er</sup> novembre 2019). Alors que les saisons d'activité hivernales raccourcissent du fait du réchauffement climatique (des stations ont même dû fermer) et que les saisons d'activité estivales dépassent rarement un mois et demi ! Sans oublier le nouveau mode de calcul du salaire journalier de référence (le SJR – qui va prendre en compte aussi

les jours non travaillés pour déterminer le montant de l'allocation). Une chute annoncée des allocations qui va jeter dans la misère nombre de saisonnierEs, déjà particulièrement précarisés, qui savent pertinemment que, hors saison touristique, ils et elles ne trouveront pas d'emploi en CDI ou CDD, pas plus dans les montagnes que dans la plaine, ravagées par le chômage.

### Défense de l'emploi, de la rémunération, de l'environnement

Hasard du calendrier, deux jours avant, Macron, en tenue de ski bleu-blanc-rouge, était dans les montagnes, en visite à Chamonix, venu voir fondre la Mer de glace sous l'œil bien intentionné des caméras de télévision (voir page 4). Une nouvelle grotesque et cynique opération

de com, cette fois « écologiste », lui qui est le chantre du capitalisme qui détruit autant les emplois que la planète ! Loin de ce cirque politico-médiatique, les saisonnierEs sont bien conscientEs que, au-delà de la défense de leur emploi, leur présence et leur travail sont indispensables à la survie de leur région, des communes, du peu de service public qui y reste, mais aussi à la sauvegarde de l'environnement. Comme insiste l'appel des saisonnierEs des stations de ski des Pyrénées-Orientales : « Sans saisonniers, il n'y plus de tourisme responsable, les territoires de montagnes sont voués à l'abandon et à la désertification. Interrogeons-nous sur l'impact écologique d'une montagne délaissée et habitée seulement en période hivernale par un flot d'humains concentrés sur de courtes périodes... Quelles évolutions envisager,

quand les autochtones qui la connaissent, l'aiment et la protègent, ne seront plus là pour partager cet amour, cette passion, expliquer, accueillir et sensibiliser le flot des vacanciers ? Actuellement, le saisonnier est issu majoritairement du terroir, il y vit, s'y installe et parfois même y est né. Si ceux-ci ne sont plus que des travailleurs de passage, venus récupérer quelques heures proposées par des entreprises, peu vertueuses des ressources de la nature que se passera-t-il pour ces régions ? Que deviendra ce territoire, si les anciens, mémoire des lieux, faute de retraite, d'accès aux soins, de vie et de soutien, le désertent ? »

Le succès de la journée du 15 février en appelle d'autres, au côté de toutes celles et tous ceux qui combattent les politiques néolibérales destructrices. **CorrespondantEs NPA 66**

**Municipales****Le pouvoir aux travailleurs et travailleuses : une liste NPA à Nantes!**

Le NPA a décidé de présenter une liste anticapitaliste et révolutionnaire à Nantes aux élections municipales.

**T**ravailleurs et travailleuses, précaires ou en recherche d'emploi, Gilets jaunes, militantEs dans l'associatif... toutes et tous, militantEs du NPA et non affiliéEs, nous avons, avec les élections municipales, l'occasion de dire tout haut ce que les partis institutionnels ne diront pas. Lors de cette campagne, nous n'avons pas l'intention de nous poser en gestionnaires du capitalisme à l'échelle de la ville, comme tous les partis institutionnels le feront, de la liste « citoyenne » soutenue par la FI Nantes en commun jusqu'au Rassemblement national, en passant par les Verts, le PS et les Marcheuses. Mais, loin des promesses électorales, nous avons bien plutôt pour objectif de faire un travail communiste sur le terrain des idées et de l'intervention directe et discuter de ce que serait une mairie aux mains des travailleurs et travailleuses de Nantes. Notre liste, par la diversité et la jeunesse de ses membres, se fait l'écho des luttes : celles qui secouent le monde du travail depuis 2016 et surtout depuis le mouvement des Gilets jaunes, contre la casse de nos services publics, des aides sociales, et du système de retraite par répartition ; mais aussi les luttes des étudiantEs contre la précarité et avec les lycéenEs contre l'inégalité d'accès aux études supérieures qu'accentue le Bac Blanc dans la droite ligne de Parcoursup. Toutes ces luttes, une mairie aux mains des habitantEs pourrait les soutenir... et non envoyer gaz et matraques au moindre rassemblement, comme devant les lycées bloqués ces dernières semaines. Cette campagne, nous la menons dans la continuité de nos activités sur le terrain, dans les facs, les lycées, avec les urgentistes et cheminotEs en grève, avec les migrantEs, afin de leur donner une voix. Sans illusion sur ce que des éluEs NPA pourraient faire avec le budget serré et la marge de manœuvre étroite des mairies vis-à-vis de l'État, nous souhaitons permettre à toutes celles et ceux qui se retrouvent dans les luttes, et qui souhaitent exprimer leur colère par le vote, de le faire de manière utile, en votant pour une liste en rupture avec le système capitaliste : « *Anticapitalistes et révolutionnaires : Nantes aux travailleuses et aux travailleurs* ».

Afin de mener à bien cette campagne, nous avons besoin de toutes les énergies volontaires : pour distribuer des tracts, coller des affiches, animer des discussions... Notre dernier meeting, qui portait sur la mobilisation contre la réforme des retraites, a réuni 55 personnes. Nous vous attendons nombreuses et nombreux à nos prochaines réunions publiques, jeudi 27 février à la Maison de quartier des Dervallières à 19h30, et jeudi 12 mars à la Médiathèque Jacques-Demy, Salle Jules-Vallès, à 20h, et d'ici là, à venir nous rencontrer lors de nos permanences publiques en centre-ville. Venez nous donner un coup de main pour faire entendre la voix des exploités et des opprimés ! Rejoignez-nous !

Marius Juin

Nos activités et positions détaillées sur : npa-nantes-2020.org

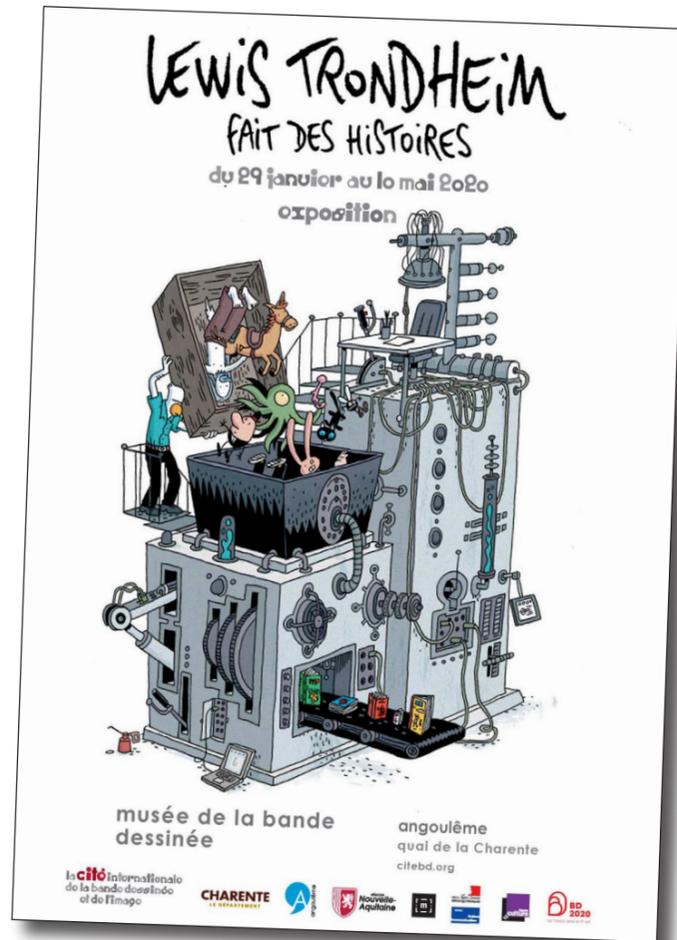
**Expositions Neuvième Art à Angoulême****Après le festival, toujours de la BD!**

**L**a foule de visiteurs passée, la capitale charentaise a retrouvé un peu de tranquillité mais continue à vivre dans ses bulles. Plusieurs expositions, en des lieux chargés d'histoire (vieille ville, anciennes papeteries), connaissent en effet des prolongations pendant les vacances scolaires d'hiver et au-delà.<sup>1</sup>

**Yoshiru Tsuge et Wallace Wood au Musée des Beaux-Arts**

Yoshiru Tsuge, né en à Tokyo en 1937, est considéré comme le précurseur du « manga du moi » (watakushi manga). Avec une approche profondément personnelle, il a signé l'avènement du récit onirique, autobiographique et poétique et influencé toutes les générations d'auteurs à venir. Un grand nombre de planches originales sont exposées au musée dont celles de l'emblématique *Nejishiki* (la Vis)<sup>2</sup> paru en 1968. Alternant par la suite phases de création intensive et de dépression, il clôtura en 1987 sa vie artistique par *l'Homme sans talents* et *Séparation*, où il revient sur sa tentative de suicide. Délivré d'un poids, il pose définitivement son pinceau.

Aux antipodes de Tsuge mais seulement à un étage, ce sont *les Mondes de Wallace Wood* qui s'exposent. Le talent de Wallace Wood (1927-1981) explose véritablement dans les années 1960-1970 lorsqu'il travaille pour de nombreux éditeurs de Comics dont DC, Warren et Marvel. Il illustre des histoires courtes de science-fiction et de fantasy, crée l'iconique costume rouge de Daredevil ou les dessins préliminaires pour *Mars Attacks*, qui retrouveront une seconde vie avec le film de Tim Burton en 1996. En parallèle, il est également l'auteur de nombreuses œuvres personnelles et des premières bandes dessinées érotiques à la barbe des censeurs étatsuniens. L'exposition, riche de nombreuses planches et objets originaux, retrace



toutes les facettes de son œuvre, des débuts chez EC au travail chez les grands éditeurs, de ses travaux pour le magazine MAD à ses œuvres personnelles, y compris érotiques.

**Catherine Meurisse au Musée du Papier**

Catherine Meurisse présente une émouvante et vaste rétrospective intitulée *Chemins de traverse*, où art et humour permettent l'expression d'une intimité sans masque. Repérée aux Arts Déco par Cabu, elle est embauchée à *Charlie Hebdo*

en 2005, à 25 ans. Catherine Meurisse débute donc sa carrière par la bande dessinée d'humour et satirique. Toutes les premières pages de l'hebdomadaire signée par l'auteure ainsi que les planches de ses études de terrain sur des sujets sociétaux ou sur l'univers de la justice sont présentées. Tout en se faisant la main, Catherine Meurisse n'abandonne pas pour autant l'histoire de l'art et de la littérature (*Mes hommes de lettres*, *Le pont des Arts*, *Moderne Olympia*, *Delacroix première version*).

L'attentat de *Charlie Hebdo*, auquel elle échappe, marque une rupture profonde, et elle va alors rechercher « *la beauté comme antidote à l'horreur* » pour se reconstruire. De la *Légèreté* aux *Grands Espaces*, elle se place au cœur de ses récits et son approche picturale évolue vers un dessin plus virtuose et onirique où perce encore une pointe d'humour. « *Catherine Meurisse est désormais une artiste qui utilise la bande dessinée comme lieu où comprendre son rapport au monde* » (présentation du FIBD). Énorme avantage : chacune des étapes de sa vie est expliquée par l'artiste elle-même au cours de vidéos astucieusement placées tout au long du parcours.

**Lewis Trondheim au Musée de la BD**

Grand Prix de la Ville d'Angoulême en 2006, Lewis Trondheim, né en 1964, est le créateur du « Fauve » devenu la mascotte du Festival, et le créateur de l'OuBaPo (Ouvroir de Bande dessinée Potentielle). L'œuvre de ce créateur hors normes nous est révélée dans une grande exposition nommée *Trondheim fait des histoires*. 150 originaux sont présentés (planches, illustrations, carnets) dont des cases matricielles du *Dormeur*, dessins où Trondheim se représentait encore en chat ou couverture d'albums de *Lapinot* qui n'existent pas (encore ?), sériographies Ralph Azham réalisées à partir de tampons, scénario original de *la Nouvelle Pornographie*, recherches graphiques pour la mise au point du style de *Frantico* sans oublier les illustrations originales pour la fameuse série *Donjon*. Faites votre choix !

**Sylvain Chardon**

1 – Catherine Meurisse jusqu'au 1<sup>er</sup> mars, Tsuge et Wood jusqu'au 15 mars et Lewis Trondheim jusqu'au 10 mai.

2 – *La Vis*, album disponible chez Comelius, 196 pages, 23 euros.

**Cooking, de Géraldine Laurent**

1 CD, Gazebo, 12 euros.

« **J**e ne suis ni femme de, ni femme du, mais femme dans le jazz. À Niort, dans ma famille, les femmes travaillaient. Mon grand-père, Robert, instituteur militant, m'emmenait, enfant, aux réunions de cellule et j'adorais ça... » : ainsi s'exprimait Géraldine Laurent, dans un entretien pour *Chorus*, à la sortie de son CD *Cooking* à la fin de l'année 2019.

**Entre déchirements et lumières**

Hommage au disque *Cookin* (1956) de Miles Davis, la pochette de l'album représente la musicienne entourée de piments et symbolise bien la chaleur des couleurs sonores créées par la saxophoniste. Pour son 4<sup>e</sup> opus, Géraldine Laurent, dans la continuité de *At Work*<sup>1</sup>, tourne le dos aux reprises qui ont fait sa force pour se consacrer à la composition : 10 pièces originales sur 11. Elle est accompagnée par ses presque « vieux » complices Paul Lay au piano, Yoni Zelnik à la contrebasse et Donald



Kontomanou à la batterie, tandis que Laurent de Wilde est à la production et parfois aux claviers. Les uns après les autres, les morceaux

accrochent les sens, déclenchent appétit et émotions (enfin pour celles ou ceux qui ne craignent pas les épices et les sons libérés).

Si la tonalité générale est incandescente, entre déchirements et lumières, Géraldine ne répugne pas non plus aux ballades sensibles et lyriques. « Coltraniens », diront les spécialistes, mais le vrai maître de la niortaise était beaucoup moins connu et se nommait Gigi Gryce (décédé en 1983, un peu après la naissance de Géraldine Laurent) à qui elle a consacré un album de reprises. Tout l'esprit de l'album *Cooking* (morceau qui ouvre aussi le disque) se résume dans la deuxième composition, « Room 44 », au tempo très rapide et où le piano déchaîné finit par céder le pas à un saxophone en pleine exultation. Pour ne pas nous permettre de souffler, « Early Bass Master », qui suit, débute par un riff d'enfer que prolonge immédiatement un piano et un alto à l'unisson. Le flot rythmique soutient tout l'album et rien de mieux qu'une séance « live » pour vous en convaincre. Et cela tombe bien : Géraldine Laurent et son quartet seront en concert à l'Espace Sorano à Vincennes le samedi 7 mars 2020, et à Tourcoing le 26 mars<sup>2</sup>.

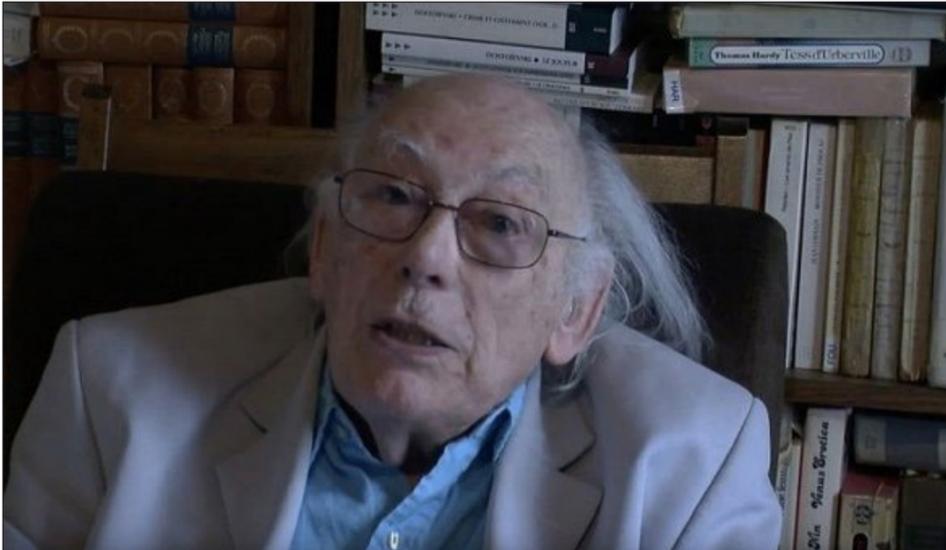
**SC**

1 – *At Work*, un CD Gazebo sorti en 2015, 15 euros.

2 – Espace Sorano, 16 rue Charles-Pathé, 94300 Vincennes, à partir de 19 euros.

**Jazz**

## Homages à Michel Lequenne (1921-2020)



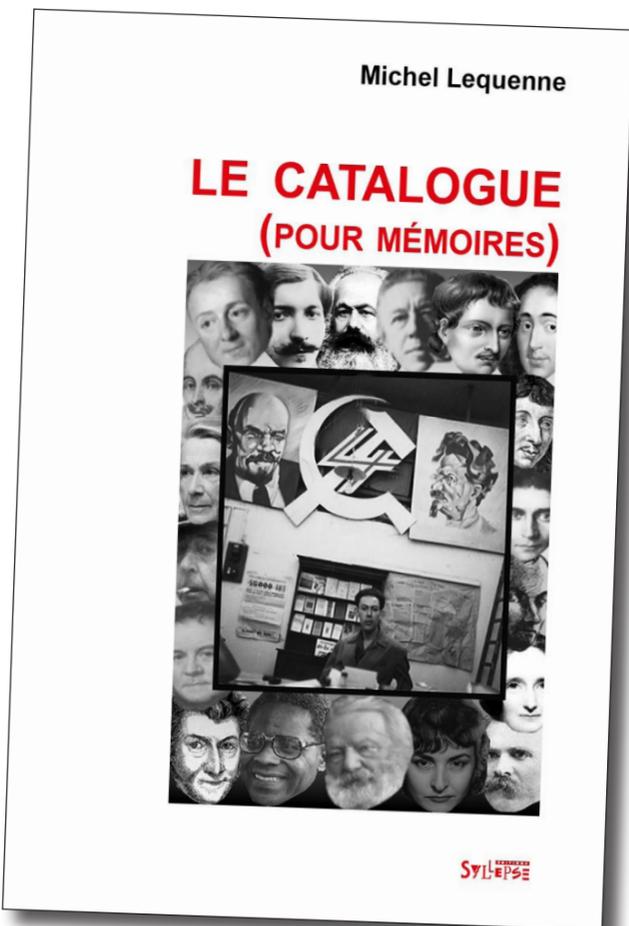
DR

### Un trotskiste singulier

Michel Lequenne nous a quittés le 13 février 2020, à l'âge de 98 ans. Ce fut un trotskiste singulier, atypique, un personnage hors pair, par sa force de conviction, sa verve polémique, son extraordinaire culture – autodidacte! – politique, littéraire, artistique et historique, sa propension à la dissidence, sa fidélité à l'héritage de l'Octobre rouge.

J'ai connu Michel en 1962, comme dirigeant de la tendance Socialiste révolutionnaire du PSU. Catherine Samary, qui l'a rencontré aussi à cette époque, le décrit ainsi : « Il était impressionnant, avec un drôle de rire et un grand chapeau de poète au larges bords ». Nous avons souvent été ensemble dans les débats de « tendances » des années 1970 et 1980, ainsi que dans le mouvement... surréaliste, et nous sommes restés amis, même si nos analyses sur certains événements du passé – Kronstadt 1921! – étaient devenues contradictoires...

**Quatrième Internationale**  
D'origine modeste, le jeune Michel Lequenne, né au Havre en 1921, commence à se politiser dans les rangs des Auberges de jeunesse; réfractaire au Service du travail obligatoire vichyste, il va bientôt, en 1943, rejoindre le groupe trotskiste Octobre (Henri Molinier), qui deviendra une des composantes du Parti communiste internationaliste, la section française de la Quatrième Internationale. En 1946, il est élu au Comité central du PCI, au titre de la tendance dite « de gauche », avec Pierre Frank, Marcel Bleibtreu et Marcel Gibelin. En 1948-1950 il est un des principaux organisateurs des brigades de solidarité avec la Yougoslavie, initiées par la Quatrième Internationale. Lequenne et Bleibtreu seront parmi les premiers à s'opposer à l'orientation proposée en 1952 par Michel Pablo, le secrétaire de la Quatrième Internationale : une guerre mondiale est imminente, deux camps vont s'affronter, l'impérialisme et l'Union soviétique, aux trotskistes de pratiquer l'entrisme dans les partis communistes, notamment en France. Refusant cette ligne « campiste », il sera exclu, avec la majorité du PCI, de la Quatrième Internationale. Comme on le sait, ce



sera le début d'un désastreux processus de scissions internationales qui conduira, pendant une décennie, à une marginalisation du trotskisme. À peine trois années plus tard, en 1955, opposés au cours opportuniste de Pierre Lambert, Lequenne et Bleibtreu furent exclus du PCI (future OCI). Participant à différentes tentatives de regroupement de la gauche socialiste, ils vont contribuer, en 1960, à la fondation du PSU, où Lequenne va organiser une tendance Socialiste révolutionnaire. Finalement, en 1961, Michel décide de revenir au PCI et à la Quatrième Internationale, et est élu, en 1965, à son Comité exécutif international.

**Surréalisme**  
Son récit de ces années de crise dans *Le Trotskisme, une histoire sans fard* (Syllepse, 2005), est une contribution notable, d'un point de vue dissident, à l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale et de sa section française. Ma seule réserve concerne son analyse de la Résistance (notamment communiste) qui me semble trop négative, réduisant ce combat souvent héroïque (pensons à Manouchian et ses camarades de l'Affiche rouge) au mot d'ordre nationaliste lancé par le PCF en 1944 : « À chacun son boche »... Pendant ces années difficiles, Michel, qui gagne sa vie comme lecteur-correcteur, poursuit des

activités culturelles : la traduction, avec sa femme, Soledad Estorach (une ancienne de la CNT-FAI), des écrits de Christophe Colomb – une passion qui va l'occuper toute sa vie – et le rapprochement avec le surréalisme. En 1966 il va même proposer à André Breton et ses amis du groupe surréaliste de Paris, au nom du PCI, la reconstitution de la Fédération internationale de l'art révolutionnaire indépendant (FIARI) – hélas, sans succès. Quelques années plus tard, il va adhérer au groupe surréaliste reconstitué en 1970, par initiative de Vincent Bounoure. En 1968, Lequenne fait adopter par le Syndicat des correcteurs de la CGT une résolution de soutien au mouvement des étudiants. Au cours des années 1970, il va participer à la vie politique de la Ligue communiste, à la tête d'une tendance dissidente, la « T3 ». Considérant (à partir des travaux d'Ernest Mandel) que la classe des travailleurEs inclut aussi bien le travail manuel qu'intellectuel, l'industrie et les services, il va refuser le « tournant vers l'industrie » adopté par la majorité de la Ligue communiste révolutionnaire. Toujours à cette époque – fin des années 1970 – il va aussi s'opposer à la majorité sur plusieurs autres questions : la (désastreuse) proposition d'« unification des trotskistes » (c'est-à-dire avec l'OCI lambertiste), le soutien à l'URSS dans l'invasion de l'Afghanistan. Par contre, à nouveau minoritaire, il soutient l'invasion vietnamienne du Cambodge, qui sauva ce peuple de la poursuite du génocide Polpotien. Certes, Michel Lequenne n'était pas infaillible, mais force est de reconnaître que sur ces enjeux, et plusieurs autres, son seul tort fut d'avoir raison trop tôt...

**Fatigue des débats internes**  
Sa réflexion va aussi porter sur le vieux débat trotskiste sur la nature de l'URSS stalinienne : avec son ami argentin exilé à Paris, « Heredia » (Angel Fanjul), « Hoffmann » (Lequenne) propose, lors des Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale des années 1980, l'abandon de la vieille thèse de l'État ouvrier dégénéré, qu'il propose de remplacer par « État bureaucratique », qui n'a plus rien d'ouvrier. Finalement, en 1988, lors de la crise provoquée par la campagne présidentielle de Pierre Juquin, il décide de quitter la LCR et l'Internationale. Il ne s'agit pas, comme il l'explique lui-même, d'une rupture avec le trotskisme, ou avec les militantEs du mouvement, pour lesquels il garde estime et amitié, mais la fatigue des débats internes, et le désir de prendre de la distance pour pouvoir s'occuper de ses écrits. En effet, c'est à partir de cette date qu'il va rédiger et publier

quelques-unes de ses œuvres les plus remarquables : outre l'histoire du trotskisme mentionnée ci-dessus, une étonnante autobiographie en forme de catalogue des livres lus (*Le Catalogue – pour Mémoires*, Syllepse, 2009), le premier volume des *Grandes Dames des lettres. De Sappho à Ann Radcliffe* (Syllepse, 2011), ainsi qu'une réflexion sur l'histoire du communisme, *Contre-révolution dans la révolution* (Éric Jamet éditeur, 2018). On peut ne pas partager la vision quelque peu a-critique des années « léninistes » de la Révolution russe (1917-1923) proposée par cet ouvrage – qui est, en quelque sorte, son testament politique – mais son analyse de la contre-révolution stalinienne est admirable. Cet infatigable empêqueur de penser en rond va nous manquer... À sa fille Delphine et à sa compagne Martine Roux, toute notre solidarité.  
**Michael Löwy**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
★ la-breche.com

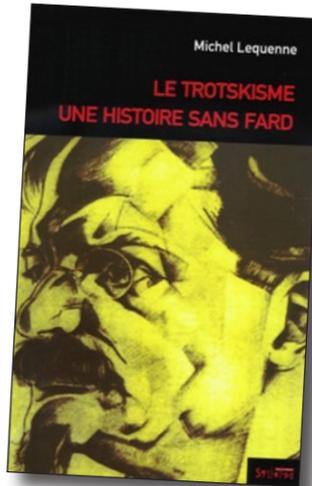
27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

### Un siècle d'engagement

Michel Lequenne s'est éteint, sereinement, dans sa maison de retraite, à près de 99 ans, une longue vie d'engagement militant. Nous partageons avec sa compagne Martine et tous ses proches une grande tristesse.

**A**utodidacte, il impressionnait par sa vaste culture et des analyses marxistes « concrètes » de « situations concrètes », contre tout dogmatisme. Obligé de travailler dès l'âge de 14 ans, il était, comme Martin Eden, littéralement assoiffé de lecture. Il deviendra correcteur, faisant à partir de 1947 une carrière dans l'édition qu'il terminera en 1974 comme chef du service de lecture-corrrection de l'*Encyclopædia Universalis*. Réfractaire aux embrigadelements (notamment au STO, pendant la guerre), il s'est en même temps engagé dans la résistance collective clandestine et trotskiste. En 1946 il devient membre du Comité central du Parti communiste internationaliste, section de la Quatrième Internationale (QI) – dont il fut aussi, lors de plusieurs congrès, élu au Comité exécutif. Il s'impliqua



dans tous les débats importants de la QI – sous le pseudonyme de Hoffmann – et anima pendant plusieurs années la « T3 » une des tendances de la « Ligue », section française de la QI qu'il quitta en 1988. Il resta impliqué dans bien des débats et fut un

des fondateurs de la revue *Critique communiste* où il a publié de nombreuses études de théorie marxiste, d'histoire ancienne, moderne et de la pensée, ainsi que des critiques littéraires et d'art – poursuivant cette activité après la fusion de cette revue avec *Contretemps*, en 2009. Il laisse plusieurs ouvrages – allant de Christophe Colomb aux *Grandes Dames des lettres* en passant par son histoire du trotskisme – que l'on peut trouver sur le site qu'il a construit à l'âge de 96 ans. De 1978 à 1995, il fut membre du groupe surréaliste maintenu. Tous ceux et toutes celles qui l'ont connu se souviendront de son rire et de son grand chapeau de poète à larges bords. D'accord ou pas avec lui et avec ses emportements, on apprenait toujours de lui. Il aidait à réfléchir. Tu nous manqueras, Michel/Hoffmann.  
**Catherine Samary / Verla**

# l'Anticapitaliste hebdo

## Après plus de 500 numéros, on continue... et on fait appel à vous!

« **A**nticapitaliste, radical, internationaliste, féministe, écologiste. En un mot : solidaire des nombreux combats qui se mènent contre les discriminations et les oppressions. Son objectif? Être utile à toutes celles et à tous ceux qui veulent se battre contre le mépris et l'arrogance des riches et des puissants, leur fournir des arguments, rendre compte de leurs luttes. Son ambition? Susciter mobilisations contre la dictature du profit et débats pour une autre société [...]. Journal engagé dans toutes les résistances, militant, Tout est à nous! ne pourra compter sur aucune subvention de la part des grands groupes industriels et financiers, ni sur aucune recette publicitaire. Il ne pourra compter que sur votre soutien. Un soutien qu'il est facile de manifester en l'achetant régulièrement auprès des militantEs du NPA ou dans les principales Maisons de la presse. Mais, bien sûr, le mieux est encore de s'abonner » écrivions-nous dans l'édito du nouvel hebdo du NPA le 26 mars 2009. À part la diffusion dans les bonnes Maisons de la presse, nous pourrions reprendre les mêmes termes 10 ans plus tard. Et ce qui n'a pas changé non plus, c'est le prix de vente de notre hebdo : 1,20 euro.

**Résistance anticapitaliste**  
Anticapitalistes conséquents, nous avons refusé d'augmenter le prix de vente de notre hebdo alors que les salaires des fonctionnaires étaient bloqués et que l'ensemble des salaires décrochaient de l'augmentation des prix (des produits consommés par la majorité de la population et non des indices officiels). Nous pensons en effet que la presse révolutionnaire, militante, devrait être un « service public » et, comme tous les services publics n'a pas comme objectif d'être rentable. Mais ce n'est évidemment pas l'évolution générale depuis 10 ans, et nous ne vivons pas dans une bulle immunisée. Les coûts, surtout ceux des envois postaux ont largement augmenté. Cela a pu échapper à beaucoup d'entre nous qui envoyons de moins en moins de courriers, mais le prix des timbres a plus que doublé en 10 ans. Nous atteignons aujourd'hui un déficit qui met en péril la poursuite de notre presse écrite. Ainsi, si notre objectif n'a, évidemment, jamais été de dégager du profit au moyen de nos publications papier, nous sommes contraints de nous adapter aux évolutions des coûts, avec pour objectif de pouvoir continuer à sortir un journal, comme nous le faisons depuis près de 10 ans, avec plus de 500 numéros.

**Sauver un outil militant d'information et de formation**  
L'utilité d'un outil militant comme notre hebdo n'est plus que, marginalement, de diffuser des informations qui à l'heure des réseaux

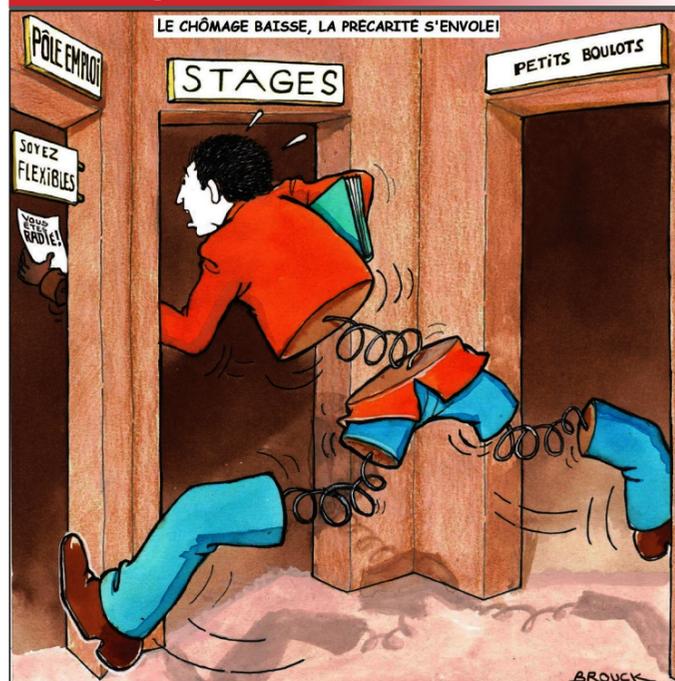


sociaux arrivent en temps réel à celles et ceux qui s'y intéressent. Même si nous sommes convaincuEs que notre hebdo permet de faire connaître à l'échelle nationale des luttes locales mais aussi internationales par la voix de celles et ceux qui les construisent. Et cela est assez rare pour être préservé. Mais l'hebdo, c'est aussi un outil de réflexion politique collectif : sur les faits politiques, les luttes, les actualités culturelles, les prises de position intellectuelles, qui sont utiles aux anticapitalistes révolutionnaires pour préciser leurs analyses et étoffer leurs argumentations. Un hebdo, c'est un outil de discussion avec nos collègues, nos amiEs, nos proches, les camarades d'autres organisations, qui permet à la fois de réfléchir ponctuellement et de construire un raisonnement plus global. Enfin, un hebdo c'est une carte de visite pour présenter le NPA et ses positions dans nos activités militantes, dans nos réunions publiques, ou dans nos ventes de rue. À l'heure de la dématérialisation généralisée, nous revendiquons la continuité de la présence militante, du rendez-vous hebdomadaire sur les marchés ou dans les lieux de grande affluence, qui permet à tous les curieux et toutes les curieuses de passer discuter le coup, voire d'acheter l'Anticapitaliste. Parce que nous voulons poursuivre ces relations militantes, nous avons décidé d'augmenter le prix de vente de l'Anticapitaliste et d'engager une campagne d'abonnement à notre presse papier hebdo et mensuelle. À compter du 5 mars, le prix de l'exemplaire passera donc d'1,20 euro à 1,50 euro. Et nous poursuivrons dans ces colonnes et sur tous les réseaux, la discussion sur l'actualité de la presse militante.

**Cathy Billard**



### L'image de la semaine



**LACTALIS, LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE.**  
Les États-Unis ont Google, Facebook et Amazon. La France a son industrie du luxe et son agriculture. Dans les deux cas, les recettes sont en partie les mêmes : la concentration et la création de monopoles géants font la fortune de quelques richissimes hommes d'affaires, dont les groupes accaparent les revenus de leur secteur d'activité, au détriment des autres acteurs économiques ou de leurs fournisseurs. Si la fortune de Bernard Arnault et des autres super-riches du luxe s'est accrue ces dernières années, c'est en grande partie via une envolée du cours boursier de LVMH, Kering ou Hermès, qui pourrait très bien un jour se retourner. Rien de tel pour celle d'Emmanuel Besnier, le patron de Lactalis. Ce géant agroalimentaire français, numéro un mondial du lait depuis 2011, n'est même pas coté sur les marchés financiers. Ce qui n'empêche pas son dirigeant de pointer à la neuvième place des fortunes françaises selon Challenges, avec 12 milliards d'euros en 2019 [...]. Cette « success story » est due en grande partie à la position dominante progressivement acquise par Lactalis sur le marché du lait. Propriétaire des marques Président, Salakis, Lactel, Société, ou encore Galbani, le groupe est désormais présent sur tous les continents. Il collecte presque un quart du lait produit en France – 5,5 milliards de litres en 2018, et 19,4 milliards de litres au niveau mondial. Cette prépondérance lui a permis de profiter à plein de la libéralisation du marché laitier européen en 2014. Depuis cette date, la fortune d'Emmanuel Besnier a presque doublé, tandis que le prix du lait et les revenus baissaient ou stagnaient, provoquant un élan de révolte chez les éleveurs et la disparition de nombreuses petites exploitations [...]. Le groupe ne compte pas s'arrêter en si bon chemin puisqu'il est l'un des principaux promoteurs et bénéficiaires des accords de libre-échange avec le Canada et le Mercosur, et peut-être demain avec les États-Unis. Ces accords sont précisément accusés de profiter d'abord aux gros acteurs, et de nuire aux plus petits, exposés à une pression encore plus féroce à la baisse des prix. [...] Bref, Lactalis est l'exemple même de ces grands groupes qui tiennent les manettes du secteur agricole français, s'abritant derrière l'image de petits paysans victimes d'« agri-bashing » pour promouvoir un modèle inéquitable et nocif pour l'environnement. C'est pourquoi la multinationale basée à Laval a été nommée aux prix Pinocchio spécial « agriculture », organisés par les Amis de la Terre France et la Confédération paysanne. Les votes sont ouverts jusqu'au 19 février sur le site prix-pinocchio.org. Olivier Petitjean, « Le patron de Lactalis voit sa fortune doubler grâce à la libéralisation du lait et aux accords de libre-échange », Bastamag, 13 février 2020.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	6 mois 28 € / 1 an 56 €	6 mois 20 € / 1 an 40 €	
Mensuel	6 mois 22 € / 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	6 mois 50 € / 1 an 100 €	6 mois 38 € / 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	3 mois 10 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	14 € par trimestre	Hebdo	10 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	25 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : ..... Ville : .....  
Code postal : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

Mandat de prélèvement SEPA  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire : \_\_\_\_\_

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)